



LES ARTICLES DU JOUR .COM

"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"



LUNDI 10 MAI 2021

« Joseph Tainter a avancé l'idée que les sociétés gouvernées sont fondamentalement des organisations de résolution de problèmes. Chaque problème nécessite une solution. Chaque solution ajoute des coûts... et augmente la complexité de l'organisation. Finalement, les complexités et les coûts supplémentaires deviennent insupportables ; la société s'effondre. »

- ▶ **Une crise de rentabilité** (Tim Watkins) p.1
- ▶ **En attendant la fin du monde - Le sucre et le paradoxe de l'information.** (Ugo Bardi) p.8
- ▶ **Les services de renseignement allemands surveillent les « négationnistes » du Covid »** (C. Sannat) p.11
- ▶ **Croissance, inflation et pénuries : les trois caractéristiques de l'économie du « monde d'après »** p.18
- ▶ **Albert Speer, les nazis et la technologie** (Nicolas Casaux) p.22
- ▶ **Éliminons chiens et chats de compagnie** (Biosphere) p.24
- ▶ **Planification publique et carte carbone** (Biosphere) p.25

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Que ferez-vous lorsque l'inflation obligera les ménages américains à consacrer 40 % de leurs revenus à la nourriture ?** (Michael Snyder) p.27
- ▶ **Crétinerie gouvernementale et mamamouchesque** (Charles Sannat) p.30
- ▶ **Comment la caste ruine le pays pour conserver la paix sociale et ses privilèges** p. 32
- ▶ **Il y a QE et QE** (Bruno Bertez) p.34
- ▶ **Le scandale Yellen** (Bruno Bertez) p.36
- ▶ **Un homme innocent a été assassiné** (Brian Maher) p.38
- ▶ **La force la plus puissante sur terre : la pensée dissidente** (George Gilder) p.43
- ▶ **L'Arizona ouvre une énorme boîte de pandore** (James Howard Kunstler) p.46
- ▶ **Le ciel est en train de nous tomber sur la tête** (Jim Rickards) p.49
- ▶ **Avons-nous franchi la ligne ?** (Brian Maher) p.53
- ▶ **Les dommages causés à l'économie américaine par les politiques de la Fed sont irréparables** (Bill Bonner) p.56
- ▶ **Après une intervention massive du gouvernement, voici comment cela se termine** (Bill Bonner) p.60

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

.Une crise de rentabilité

Tim Watkins 6 mai 2021

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is coming - will you be ready?



Le problème avec le "bon sens", c'est qu'il se trompe plus souvent qu'il n'a raison. Et le bon sens d'aujourd'hui - basé sur l'expérience des années 1970 - est que le volume massif de monnaie imprimée en réponse à la pandémie est sur le point d'éclater en une crise inflationniste. Mais cela ne tient pas compte des nombreuses différences entre les économies nationales semi-autocratiques des années 1970 et l'économie mondiale des années 2020.

L'inflation des années 1970 est souvent attribuée à tort à l'impression excessive de monnaie par les gouvernements. Mais c'est confondre la tentative de remède avec la crise elle-même. Comme en 2008, la crise des années 1970 a commencé avec le pic de la production américaine de pétrole conventionnel. La perte de contrôle des prix mondiaux du pétrole qui s'en est suivie a permis aux sociétés pétrolières et au cartel de l'OPEP de faire grimper les prix et de menacer les économies occidentales de pénuries artificielles. La hausse des prix qui en a résulté - et qui s'est répercutée sur le prix de tout ce qui est fabriqué ou transporté avec du pétrole - a servi à freiner les économies qui avaient connu une croissance constante pendant les années d'après-guerre. Comme l'explique l'historien **Paul Kennedy** :

"La production industrielle mondiale accumulée entre 1953 et 1973 a été comparable en volume à celle de tout le siècle et demi qui sépare 1953 de 1800. Le redressement des économies endommagées par la guerre, le développement de nouvelles technologies, le passage continu de l'agriculture à l'industrie, l'exploitation des ressources nationales au sein d'"économies planifiées" et l'extension de l'industrialisation au tiers monde ont contribué à ce changement spectaculaire. De façon encore plus marquée, et pour à peu près les mêmes raisons, le volume du commerce mondial a également connu une croissance spectaculaire après 1945..."

Le bon sens a voulu que les conditions économiques du boom de l'après-guerre soient "normales", alors qu'il s'agissait en fait d'une anomalie historique provoquée par la conversion, une fois pour toutes, des économies européennes du charbon au pétrole au lendemain de la guerre. Néanmoins, jusque dans les années 1970, ces économies ont continué à soutenir les institutions d'une économie alimentée par le charbon. Avant la déréglementation financière du "Big Bang" de 1986, les économies nationales ont imposé des contrôles stricts des capitaux afin de forcer les investisseurs à financer l'industrie nationale. De l'autre côté de la médaille, les syndicats de masse issus des industries du charbon, comme l'exploitation minière, la sidérurgie, les chemins de fer et la construction navale, ont continué à exercer un puissant veto sur la politique et les pratiques industrielles.

La productivité - en fait le déploiement de technologies permettant d'augmenter l'exergie obtenue à partir de l'énergie - a permis aux travailleurs de récolter une part des bénéfices bien plus importante que pendant toute l'ère industrielle. Alors que dans les années 1920, un travailleur au salaire moyen avait du mal à louer une petite maison mitoyenne avec les commodités de base, le travailleur moyen pendant le boom pouvait acheter une

maison, élever une famille, avoir une voiture et prendre des vacances annuelles. La hausse des prix des années 1970 a menacé de mettre fin à ces gains. Un conflit a alors éclaté entre les investisseurs et les travailleurs au sujet de la répartition des bénéfices.

Les syndicats et les investisseurs se sont mis en grève. Dans le même temps, les gouvernements, qui s'étaient habitués à intervenir dans l'économie dans les années d'après-guerre, ont cherché à mettre de l'huile sur ces eaux troubles en ouvrant les presses à imprimer et en dépensant de nouvelles devises - une astuce qui semblait avoir fonctionné au lendemain de la guerre elle-même. Mais c'est une chose de générer des volumes massifs de nouvelle monnaie dans une économie qui dispose à la fois d'une énorme marge de manœuvre - travailleurs au chômage et capital stocké - et d'une vaste énergie et de ressources inexploitées. C'est une toute autre chose d'ouvrir les robinets alors que l'économie est déjà au plein emploi et que l'énergie et les ressources sont rares.

La monnaie supplémentaire qui, en raison des contrôles financiers, devait circuler au sein des économies nationales a contribué à augmenter les prix - c'est-à-dire à dévaluer la monnaie - dans l'ensemble de l'économie. En outre, l'établissement par les États-Unis d'un étalon pétrolier en remplacement de l'étalon-or d'après-guerre a permis d'exporter l'inflation américaine vers ses partenaires commerciaux, qui ont été obligés d'acheter du pétrole en dollars américains. Ainsi, les gouvernements se sont efforcés d'endiguer l'agitation industrielle et d'étouffer l'inflation avec plus ou moins d'échec avant l'effondrement du consensus d'après-guerre dans les années 1980.

Aidés par l'afflux d'une nouvelle production pétrolière - bien que plus coûteuse - en mer du Nord, sur le versant nord de l'Alaska et dans le golfe du Mexique - les gouvernements Reagan et Thatcher ont pu déplacer l'objectif principal de la politique gouvernementale du plein emploi vers une monnaie saine et des prix stables. Le chômage qui en a résulté a contribué à briser les reins des syndicats de masse basés sur le charbon, tandis que le relâchement des contrôles financiers a ouvert la voie à l'économie de casino basée sur la dette des années 1990 et du début des années 2000. Qu'est-ce qui pourrait bien tourner mal ?

Fait important, peu des conditions qui ont alimenté la crise inflationniste des années 1970 sont présentes dans le monde post-pandémique. Les syndicats sont largement impuissants face à la finance mondiale déréglementée. Comme ils en ont fait l'amère expérience depuis le début des années 1980, les conflits sociaux et les grèves se soldent le plus souvent par la délocalisation des emplois de leurs membres. Dans l'Union européenne, par exemple, un employeur déterminé pourrait démanteler une usine d'assemblage de voitures en Espagne, par exemple, et la déplacer en Slovaquie au cours d'un long week-end. Les syndicats se retrouveraient à faire le piquet devant un entrepôt vide. En réalité, peu de gens ont besoin d'envisager une telle action, car elle a déjà été entreprise sous la forme de chaînes d'approvisionnement délocalisées dans les années 1980 et 1990.

Il va sans dire que le capital n'est plus national et qu'il pourrait disparaître plus vite qu'il n'est arrivé. Comme l'observe l'historien **David Edgerton** :

"Aujourd'hui, le capitalisme national britannique n'existe pas. Londres est un lieu où le capitalisme mondial fait des affaires - et non plus un lieu où le capitalisme britannique fait les affaires du monde. Partout au Royaume-Uni, on trouve des entreprises à capitaux étrangers, dont beaucoup sont des industries nationalisées, qui construisent des réacteurs nucléaires et gèrent des services ferroviaires depuis l'étranger. Lorsque l'industrie automobile s'exprime, ce n'est pas en tant qu'industrie britannique mais en tant qu'entreprise étrangère au [Royaume-Uni]. Il en va de même pour bon nombre des principaux secteurs manufacturiers - de l'aviation civile à l'ingénierie électrique - et pour les infrastructures..."

Depuis les années 1980, le capital est libre de se déplacer partout dans le monde où il peut obtenir le meilleur taux de rendement. L'allégeance à la nation n'existe que tant que les États résistent à la tentation d'augmenter les impôts et d'imposer de nouvelles réglementations. Et la conséquence "bénéfique" de tout cela pour les consommateurs occidentaux est que les prix des biens de consommation et des services sont tirés vers le bas en

conséquence.

Au-delà de ces changements dans l'économie réelle, depuis 1980, **un système financier cancéreux** s'est métastasé pour aspirer la vie de tout ce qui tente de revenir à un marché libre basé sur la fabrication et le commerce. Aujourd'hui, il existe un circuit presque fermé dans lequel les réserves des banques centrales et les obligations d'État sont utilisées pour contenir la nouvelle monnaie dans une série de bulles d'actifs - actions, immobilier, objets d'art et de collection, etc.

Cette explosion massive de la "richesse" nominale au sommet reflète la marée descendante de la prospérité à la base. L'ancienne classe ouvrière, relativement bien rémunérée, a été largement remplacée par un précaire en plein essor, travaillant dans des emplois indépendants mal payés, des emplois à temps partiel et des contrats à durée indéterminée. Là où les aciéries géantes, les chantiers navals, les dépôts ferroviaires et les mines dominaient le marché du travail, l'emploi fragile d'aujourd'hui se trouve dans les centres commerciaux, les hôtels et les chaînes de restaurants. Ce n'est que dans quelques poches rétrécies autour des universités de premier plan et des centres financiers que l'on trouve des enclaves d'emplois salariés prospères.

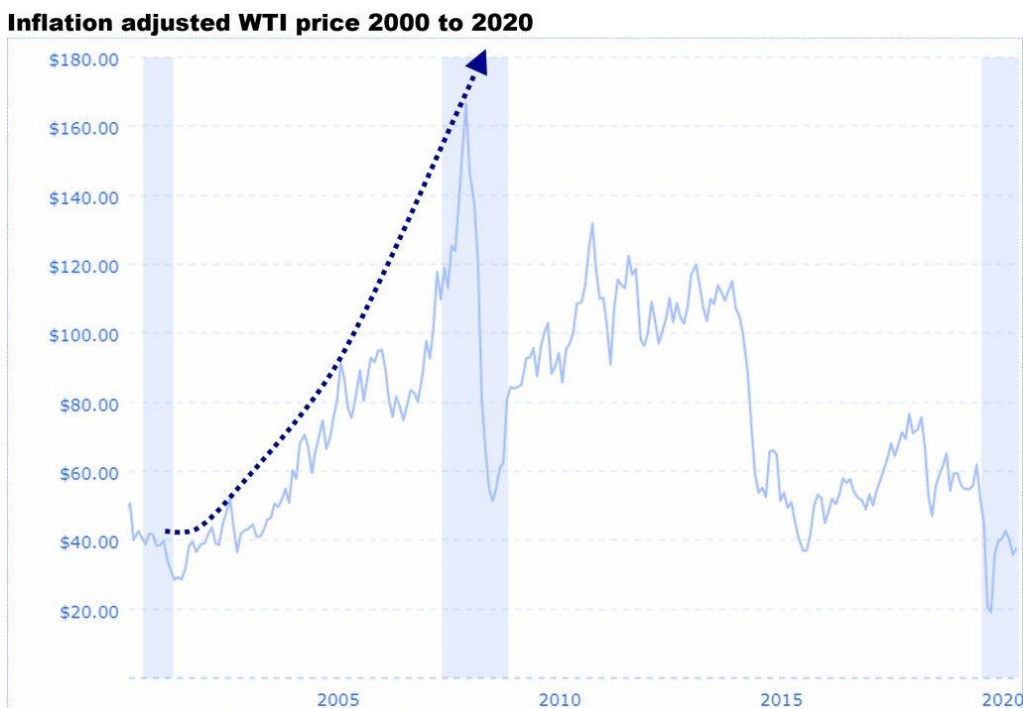
C'est dans ces nouvelles conditions qu'affluent désormais des volumes massifs de devises destinées à atténuer les pandémies. Et il va sans dire que la majorité de cette nouvelle monnaie est encore injectée dans les diverses bulles d'actifs qui se substituent à la rentabilité dans l'économie post-2008. Il n'en reste pas moins que des volumes suffisants de nouvelle monnaie ont été utilisés pour soutenir ou remplacer les salaires pour que le spectre de l'inflation soit pris au sérieux. Bien qu'il existe des raisons psychologiques et structurelles de croire que **l'effondrement de la rentabilité sera un problème plus important que l'inflation...** du moins à court terme.

Les augmentations de prix sont bien sûr inévitables en raison du sabotage actif des chaînes d'approvisionnement mondiales en flux tendus qui servaient à réduire les coûts. Des processus de production ont été arrêtés - certains pour ne jamais être rouverts - des navires ont été mis au rebut et des conteneurs d'expédition sont à l'arrêt dans les mauvais ports. Les travailleurs migrants, eux aussi, ne sont plus disponibles pour les employeurs des grandes villes, où ils fournissaient une main-d'œuvre bien moins chère que les travailleurs indigènes qui insistent sur le salaire minimum. Pendant la pandémie, par exemple, Londres a connu une hémorragie d'Européens de l'Est, qui ont décidé qu'il était plus sûr et plus facile de survivre à la pandémie chez eux que de rester dans les logements exiguës et partagés fournis par des employeurs dépensiers. L'une des conséquences a été que, lorsque la Grande-Bretagne a commencé à débloquer en avril, lesdits employeurs ont été incapables de recruter des travailleurs suffisamment bon marché.

Le bon sens voudrait que cela alimente l'inflation parce que les travailleurs ont le dessus et qu'ils obligent les entreprises à augmenter les salaires. Cette hypothèse ignore toutefois un demi-siècle d'histoire économique. Dans les années 1970, par exemple, les repas au restaurant étaient essentiellement un passe-temps des classes salariées. Les travailleurs ne le faisaient que très rarement, pour des occasions spéciales comme les anniversaires. Et quand ils le faisaient, le prix proposé était considéré comme une plaisanterie par rapport aux normes d'aujourd'hui. La raison pour laquelle - du moins avant 2008 - les gens ordinaires ont pu profiter d'une alimentation de qualité à un prix relativement bas, c'est précisément parce que ces entreprises ont fait baisser le coût de tout, du loyer à la main-d'œuvre en passant par les quantités de sel et de sauce fournies avec chaque repas. En bref, dans les entreprises du secteur du commerce de détail et de l'hôtellerie, il n'y a aucune possibilité d'augmenter les salaires pour faire face aux pénuries sans compromettre les marges bénéficiaires... la fermeture est la seule option.

Il en va de même pour **les nombreux matériaux qui sont en pénurie en raison de la réponse à la pandémie**. On peut s'attendre à ce que des produits aussi omniprésents qu'une puce électronique ou un carburant dérivé du pétrole voient leur prix augmenter, car les entreprises et les consommateurs se font concurrence pour les obtenir. Et à court terme, c'est ce qui se passe. Mais à plus long terme, c'est la capacité des consommateurs dans leur ensemble à acheter, plutôt que les besoins des entreprises pour rester rentables, qui l'emportera.

Nous avons déjà vu cela se produire avec le pétrole dans les années qui ont suivi 2008. Après les fortes hausses des prix du pétrole de part et d'autre du krach, Michael Kumhof et Dirk V Muir, du Fonds monétaire international, ont publié en 2012 un document prévoyant un pétrole à 200 dollars le baril d'ici la fin de la décennie. Compte tenu de ce qui s'était passé à cette époque, la proposition semblait tout à fait plausible :

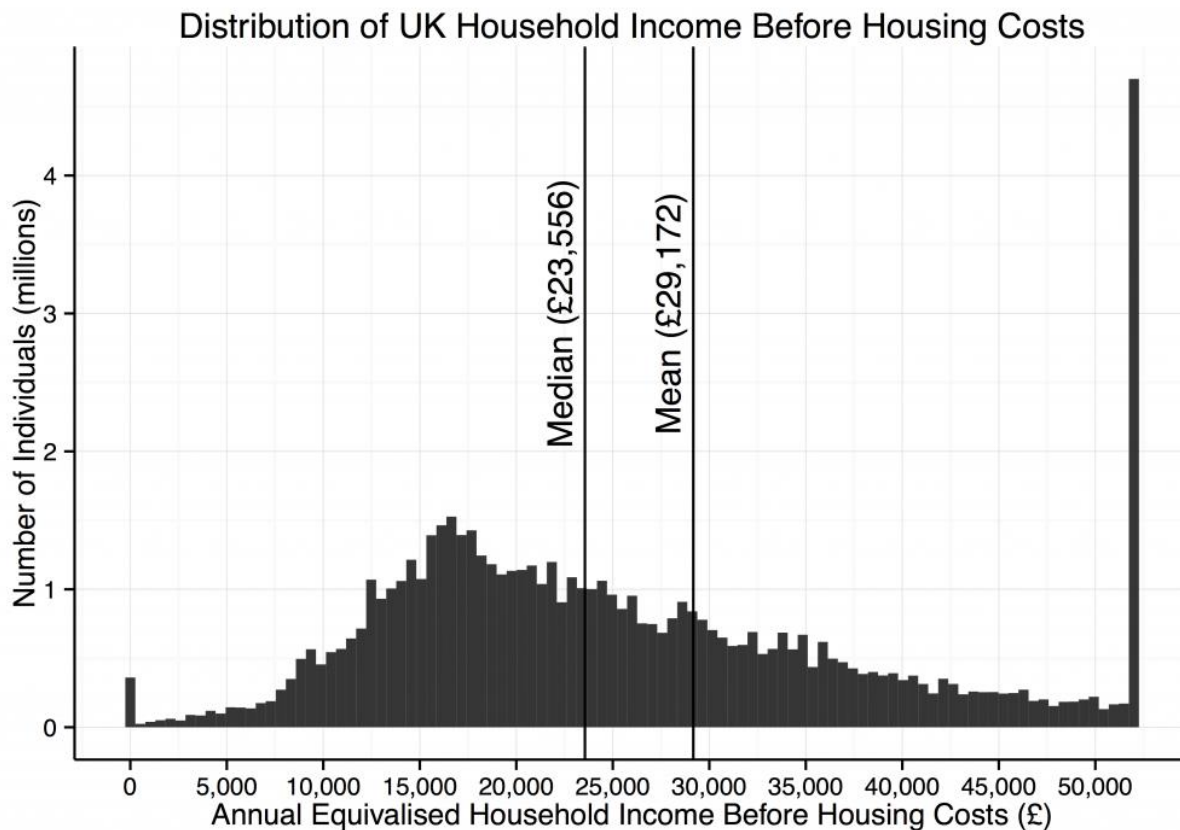


Mais ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées. Certes, le coût de production du pétrole avait augmenté de façon spectaculaire après le pic mondial de l'extraction de pétrole conventionnel en 2005. Il y avait encore beaucoup de pétrole à trouver, mais l'exploitation des gisements en eaux profondes, des sables bitumineux et des schistes bitumineux coûtait très cher. Les compagnies pétrolières ont besoin de prix de 200 dollars ou plus pour continuer à augmenter le rendement mondial ; mais les prix se sont effondrés après 2015 :



Il est important de noter qu'au cours des années qui ont suivi le krach financier, l'écart s'est creusé entre le salaire moyen, tant apprécié par les médias de l'establishment, et le salaire médian, moins mentionné, qui est le point médian de l'échelle des revenus. Au Royaume-Uni, juste avant la pandémie, le salaire moyen était supérieur de près de 6 000 £ au salaire médian, ce qui reflète la croissance du précaire faiblement rémunéré et

son effet d'entraînement sur les secteurs d'emploi les moins qualifiés :



Un écart similaire de 10 000 dollars avant impôt peut être observé aux États-Unis, reflétant la croissance de l'emploi faiblement rémunéré dans cette économie depuis le crash.

Comme **Gail Tverberg** de *Our Finite World* l'a fait valoir à de nombreuses reprises, le principal moteur de l'économie moderne est le manque de pouvoir d'achat global des consommateurs. Dans les années 1990 et au début des années 2000, ce problème a été masqué par une combinaison de délocalisations - pour réduire la masse salariale - et d'un accès plus large à la dette - pour permettre aux consommateurs occidentaux de continuer à acheter. C'est ce système qui a implosé - et qu'il aurait fallu laisser se réinitialiser - en 2008. Depuis lors, les gouvernements des économies développées se livrent à un jeu de dupes dans lequel la hausse des cours des actions et des obligations sert à **masquer le déclin de la prospérité qui alimentait déjà l'apocalypse du commerce de détail** bien avant que le SRAS-CoV-2 n'entame sa tournée mondiale.

Il n'y a aucune raison de croire que la hausse des prix provoquée par les chocs de l'offre liés à une pandémie suivra un cours différent. En d'autres termes, les hausses de prix initiales provoquées par les entreprises qui tentent de répercuter l'augmentation des coûts sur les consommateurs seront suivies d'une modification des dépenses des consommateurs, qui délaisseront **les articles discrétionnaires** au profit des **produits de première nécessité**. En conséquence, les entreprises des grands secteurs non essentiels de l'économie verront leur demande chuter rapidement. Si elles ont encore une certaine capacité de réduction des coûts, elles peuvent tenter de rester en activité en refinançant leur dette, en renégociant leur loyer et en réduisant leur masse salariale. Mais ces mesures, bien sûr, ne font que réduire la demande globale des consommateurs et suscitent une méfiance psychologique à l'égard des nouvelles dépenses ou des nouveaux emprunts, ce qui aggrave le problème. Et de nombreuses entreprises ont déjà pris ces mesures en réponse à la pandémie.

Lorsque l'économie britannique a commencé à se débloquer en avril, les banques et les médias de l'establishment ont désespérément essayé de parler d'un boom dû à la consommation. La dure réalité, en revanche, c'est que des dizaines de milliers d'entreprises ont déjà fait faillite et que des centaines de milliers de travailleurs sont au chômage, et autant n'ont qu'un emploi fictif tant que l'État continue de garantir leurs salaires.

Un magasin sur sept dans les rues de Grande-Bretagne n'a pas ouvert ses portes à la fin de la fermeture, car il avait déjà fait faillite. Selon le Centre for Retail Research, 5 214 magasins employant 109 407 personnes ont fait faillite en 2020 malgré les niveaux de soutien sans précédent offerts par le gouvernement. En outre, 1 663 magasins employant 25 154 personnes ont fait faillite au cours des quatre mois précédant avril 2021. Ces chiffres excluent les entreprises non britanniques et les restaurants, cafés et services alimentaires.

Le fait est que, même s'il peut y avoir une brève période de défoulement à la suite du verrouillage - comme cela s'est produit l'année dernière - elle risque d'être de courte durée - comme cela s'est produit l'année dernière - du moins tant que les entreprises fermeront leurs portes, que les médias continueront à attiser la peur à propos de nouvelles souches de virus et que les gouvernements conserveront des pouvoirs d'urgence pour faire reculer l'économie à tout moment. Dans de telles circonstances, les gens sont susceptibles d'utiliser les économies qu'ils ont accumulées pour se prémunir contre la prochaine crise plutôt que de se lancer dans des dépenses effrénées.

L'idée qu'il y ait suffisamment d'épargne accumulée dans l'économie pour générer une reprise comparable au boom de l'après-guerre est tout simplement fantaisiste. Une trop grande partie de l'épargne est bloquée dans les comptes des riches, tandis qu'une trop grande partie de l'encours de la dette pèse sur les travailleurs au bas de l'échelle, dont le salaire est inférieur à la moyenne. Les riches ont peut-être de l'épargne, mais il n'y a aucune raison de s'attendre à ce qu'ils augmentent considérablement leurs dépenses pour compenser la perte massive de pouvoir d'achat au bas de l'échelle. Le plus probable est que, lorsque les diverses formes de stimulation gouvernementale prendront fin et que la monnaie nouvellement imprimée retrouvera le chemin des bulles boursières et obligataires, nous connaîtrons une période de stagnation, les entreprises qui ne peuvent plus réduire sérieusement leurs coûts d'exploitation mourant sur l'autel des pénuries de l'offre. Et comme le chômage et le sous-emploi augmentent, la contagion se répandra. Par exemple, les fermetures de magasins et d'établissements hôteliers entraînent une baisse des loyers de l'immobilier commercial qui, à son tour, pousse les fonds de pension à la faillite. Et tout comme personne ne peut savoir à l'avance quels produits seront touchés par une perturbation de la chaîne d'approvisionnement, nous ne pouvons pas savoir à l'avance quelles entreprises feront faillite face à la hausse des coûts et à la baisse de la demande. Ce que nous pouvons dire en revanche, c'est qu'une grande partie de la richesse nominale bloquée dans les obligations, les actions et les autres bulles d'actifs géantes s'évaporeront face à **la crise de rentabilité à venir.**

▲ RETOUR ▲

.En attendant la fin du monde - Le sucre et le paradoxe de l'information.

Ugo Bardi Jeudi 6 mai 2021

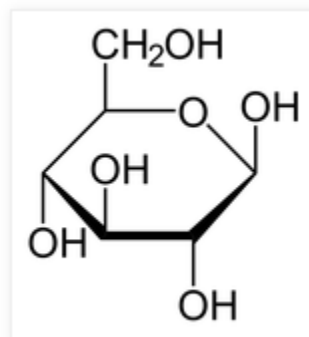


Amelia l'amibe est la protagoniste d'un chapitre de mon livre " Before the Collapse " (Springer 2019). C'est une *Naegleria Fowleri* qui a la plutôt mauvaise habitude de dévorer des cerveaux humains mais, à part cela, elle s'est gentiment prêtée à être un exemple dans le livre des mécanismes de croissance des êtres vivants. Dans le billet suivant, Alessandro Chiometti utilise à nouveau l'exemple des créatures unicellulaires pour une discussion intéressante sur la façon dont notre cerveau est détruit, non pas par une amibe mangeuse de cerveau, mais par un excès d'informations disponibles. En tant que billet, il va un peu à l'encontre des principes de l'"information jetable" moderne, dans le sens où, au lieu de commencer par essayer de vous impressionner avec des informations tape-à-l'œil, il vous donne une petite leçon de chimie. Mais si vous avez envie d'y travailler un peu, vous verrez qu'il s'agit d'un billet très intéressant qui donne à réfléchir. Il suggère que trop d'informations nous fait la même chose que trop de sucre pourrait faire à Amelia : il tue nos cerveaux. Et vous apprendrez aussi quelques notions de chimie ! (UB)

Par Alessandro Chiometti

Nous avons l'habitude d'appeler "sucre" une substance qui est en fait du saccharose, l'un des nombreux "sucres" existants, appelés hydrates de carbone en chimie organique. Ces composés peuvent être formés par une seule molécule d'un sucre quelconque (monosaccharides) ou par plusieurs molécules (polysaccharides). Le saccharose est un disaccharide formé par l'union de deux monosaccharides, le glucose et le fructose.

Bien que ces deux molécules aient la même formule brute ($C_6H_{12}O_6$), elles sont en réalité très différentes : le glucose forme un anneau de six atomes alors que le fructose en forme un de cinq mais, surtout, c'est le glucose qui est la principale source d'énergie de tout être vivant.



Le rôle du glucose dans les différents cycles aérobie et anaérobie est fondamental pour la production de la molécule qui transporte l'énergie dans la cellule (ATP) et donc pour tout moteur cellulaire qui a besoin d'énergie. Tous les nutriments que nous consommons tout au long de notre vie sont transformés par l'organisme en glucose ou stockés en tant que précurseurs de celui-ci sous diverses formes (par exemple, le glycogène), prêts à être utilisés.

En résumé, on peut dire que le glucose, et donc ses différents précurseurs présents dans la nature, est ce qui permet la "vie" telle que nous la connaissons, au sens de la mobilité, du mouvement, du sport, de l'effort physique et intellectuel, de la croissance. Ce n'est certainement pas un hasard si, lorsqu'on veut cultiver une culture bactérienne avec un milieu de croissance approprié, l'apport en sucre doit toujours être garanti. Comme nous, les bactéries et autres micro-organismes se développent et se multiplient grâce au glucose et donc au sucre, bien sûr.

Cependant, avez-vous déjà remarqué que nous pouvons conserver le saccharose pendant des décennies à température ambiante sans que rien ne lui arrive ?

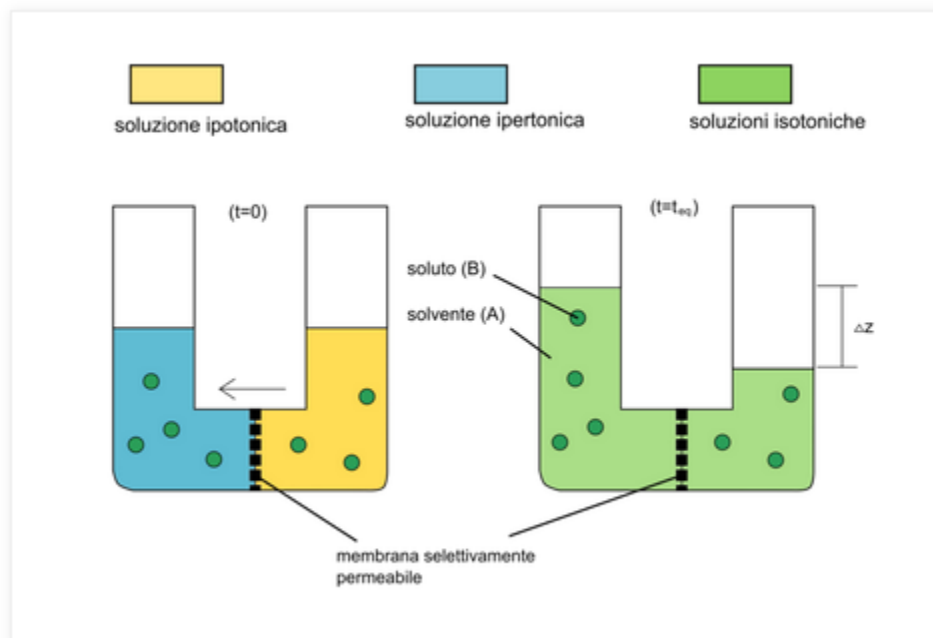
Il ne se détériore pas, les moisissures ne se développent pas et, si les enfants gourmands ou les fourmis ne mettent pas la main dessus, même après des années, nous le retrouvons exactement là où nous l'avons laissé. Et

nous pouvons le consommer en toute sécurité sans craindre que des bactéries s'y soient développées. Et cela, je vous le garantis, se produira pour toute solution sucrée dans laquelle le pourcentage de sucre est supérieur à 70% (par exemple, le miel).

En effet, les micro-organismes sont très sensibles à ce que nous appelons la "pression osmotique", et c'est pour cette raison que lorsqu'ils sont en contact avec du sucre pur ou des cristaux de sel, ou qu'ils se trouvent dans une solution trop concentrée de ceux-ci, ils meurent tout simplement. Instantanément.

La cellule du micro-organisme est maintenue par la membrane cellulaire, appelée "membrane semi-perméable". C'est une barrière qui, appliquée à une phase liquide, laisse passer le solvant mais pas les solutés qui y sont dissous. Dans une solution aqueuse, en pratique, l'eau traverserait cette membrane mais pas le sel qui y est dissous.

Mais que se passe-t-il lorsqu'une membrane semi-perméable sépare deux solutions de concentration différente en solutés ? Dans ce cas, le solvant (l'eau en général) la traverse de la partie la plus diluée vers la partie la plus concentrée (grâce à la force de la pression osmotique). Le résultat est que les deux concentrations vont s'égaliser jusqu'à être identiques.



Si nous parlons d'un système fermé comme une cellule, il est évident que la quantité d'eau qu'il peut contenir est limitée. Le résultat d'une forte pression osmotique peut être que la cellule explose de l'intérieur ou, à l'inverse, qu'elle se vide de son eau pour devenir un fantôme d'elle-même dans une tentative désespérée de diluer la concentration externe. Cela arrivera à toutes les cellules vivantes.

Je sais que cette introduction a été très longue, mais il était nécessaire de tenter un raisonnement spéculatif risqué sur ce qui se passe dans notre société en ce qui concerne la possibilité d'accéder à l'information.

Plus le temps passe, plus il me semble évident que l'énorme quantité de connaissances dont nous disposons n'a en rien augmenté les connaissances des gens ou leur capacité à tirer des conclusions suite à celles-ci. C'est plutôt le contraire.

Outre le tsunami de fake news et de désinformation orchestrée, nous avons tous accès aujourd'hui à une quantité de données et d'informations impensable il y a encore quelques décennies. Nous pouvons accéder au site de la NASA pour savoir comment se déroule la fonte du permafrost en temps réel, nous pouvons accéder à

l'Université John Hopkins pour connaître chaque décès et chaque contagion due au Covid sur la planète terre, nous pouvons voir les mesures prises par chaque pays et comprendre qui a deviné ou non la gestion de la pandémie, nous pouvons accéder aux sites de biologie évolutive et connaître la progression de la sixième extinction de masse.

Pourtant, il y a quelque chose qui ne va pas. L'analphabétisme fonctionnel monte en flèche. Nous ne savons pas faire la différence entre un site d'astronomie et un site d'astrologie. Devant un graphique à trois variables, nous avons la même attitude que les singes de Kubrik devant le monolithe noir.

Beaucoup de gens ont de plus en plus de mal à terminer la lecture d'un article qui tient sur une seule page A4. (Au fait, vous lisez toujours ?).

Et beaucoup d'entre eux, même s'ils le lisent, restent convaincus que l'article leur donne raison même s'il dit le contraire de ce qu'ils prétendaient.



Où est le problème ? Où est le paradoxe osmotique qui peut justifier cela ?

J'essaie de trouver une corrélation ici (avertissement : spéculation sur un raisonnement déjà spéculatif en soi) en comparant le paradoxe de l'information avec le "paradoxe du sucre." Il me semble que plus l'information entre en contact avec notre esprit, plus le bon sens holbachien sort de notre tête. Le fait que le bon sens ne s'apprend pas dans les livres devrait être évident. Autrefois, nous en avions suffisamment pour distinguer un charlatan d'un scientifique. Plus maintenant.

Soyons clairs : je sais très bien qu'il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'information, et qu'il y a toujours eu des profiteurs de la bonne foi des gens (la "chaîne de Ponzi" est née en 1918, pas avant-hier). Néanmoins, nous avons peut-être souffert d'un optimisme positiviste. Nous pensions que plus d'informations était toujours une bonne chose, tout comme une bactérie peut penser que plus il y a de sucre autour, mieux c'est. Nous espérions vraiment qu'en ayant la possibilité d'accéder à toutes ces informations, les gens auraient été sinon meilleurs, du moins plus conscients.

Mais pas pour moi, comme le disait George Gershwin (*).

Patience, ce sera pour la prochaine espèce.

NOTE : (*) Dans la version originale, Chiometti faisait référence au chanteur italien Brunori Sas.

▲ RETOUR ▲

.« Les services de renseignement allemands surveillent les « négationnistes » du Covid »

par [Charles Sannat](#) | 6 Mai 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

(Navré pour la lettre d'informations vide d'hier. Les attaques sont nombreuses et parfois il est difficile de les déjouer. N'oubliez jamais, lorsque la lettre du matin n'arrive pas, ou qu'elle arrive vide, vous pouvez vous connecter directement sur le site www.insolentiae.com à partir de votre navigateur. Si le site était inaccessible vous pouvez essayer plusieurs fois dans la journée car une redondance est prévue en cas de problème majeur.)

C'est un article effrayant du New-York Times qui nous explique et nous apprend la surveillance massive dont font l'objet les « négationnistes » du covid en Allemagne.

Je vous traduis une partie de cet article avant de partager quelques considérations démocratiques et complotistes avec vous.

Les services de renseignement allemands surveillent les négationnistes du coronavirus

« L'agence nationale de renseignement du pays a annoncé qu'elle allait créer un nouveau département pour lutter contre l'extrémisme des théoriciens du complot.

BERLIN – Le service de renseignement intérieur allemand a déclaré mercredi qu'il allait surveiller les membres du mouvement négationniste du coronavirus, de plus en plus agressif, car ils présentent un risque d'atteinte à l'État.

Ce mouvement – alimenté en partie par des théories conspirationnistes délirantes – est passé de la critique des mesures de confinement du coronavirus et des règles d'hygiène à la prise pour cible de l'État lui-même, de ses dirigeants, des entreprises, de la presse et du mondialisme, pour n'en citer que quelques-uns. Au cours de l'année écoulée, les manifestants ont attaqué des policiers, défié les autorités civiles et, dans un épisode largement médiatisé, escaladé les marches du Parlement.

« Notre ordre démocratique fondamental, ainsi que les institutions de l'État telles que les parlements et les gouvernements, ont été confrontés à de multiples attaques depuis le début des mesures visant à contenir la pandémie de Covid-19 », a déclaré le ministère de l'intérieur dans un communiqué

confirmant que certaines parties du mouvement négationniste seraient sous observation. Le ministère de l'intérieur supervise l'agence de renseignement, l'Office pour la protection de la Constitution.

En annonçant la décision de surveiller les théoriciens du complot, les responsables des services de renseignement ont souligné les liens étroits du mouvement avec des extrémistes comme les Reichsbürger, un réseau de groupes qui refusent d'accepter la légitimité de l'État allemand moderne.

De nombreux négationnistes du coronavirus disent croire également aux théories du complot de QAnon, et les manifestants sont fréquemment vus tenant des pancartes avec des tropes antisémites.

Le mouvement, appelé Querdenken (pensée latérale en allemand), communique et recrute sur les médias sociaux et est très présent sur le service de chat crypté Telegram, où son canal principal compte 65 000 abonnés. Certaines parties de l'AfD, un parti populiste de droite allemand qui est également sous surveillance, se sont alliées aux manifestants.

Pourtant, le ministère de l'Intérieur a pris la peine de dire que le danger que représentent les négationnistes du coronavirus et les théoriciens de la conspiration ne correspond pas à celui que représentent les groupes politiques habituels, y compris ceux d'extrême gauche et d'extrême droite, ou les extrémistes islamiques. En conséquence, les autorités mettent en place un nouveau département spécifiquement chargé de traiter les cas qui cherchent à délégitimer l'État.

Cette nouvelle intervient quelques jours après que l'Allemagne a instauré une nouvelle réglementation sur les virus qui s'applique à l'ensemble du pays et permet au gouvernement fédéral d'imposer des mesures de confinement. (Cette réglementation était auparavant entre les mains des 16 États du pays). Cela suggère également que les autorités pensent que les groupes négationnistes du coronavirus pourraient continuer à prospérer et à constituer une menace après la fin de la pandémie.

Tout y passe, ou presque, des poncifs de la bien-pensance actuelle.

Pourtant il y a de vraies questions à soulever.

Pourquoi, par exemple, des millions de personnes pensent qu'il n'y a pas d'épidémie et que tout cela est une invention ? Ce qui est important ici n'est pas que ce soit vrai ou pas. L'important c'est que des millions de gens pensent qu'on leur ment, et que certains « inventent » une fausse épidémie. Pourquoi ?

Pourquoi certains refusent-ils certaines lois qui viennent brider et limiter leurs libertés ? Pourquoi ? Les surveiller c'est très bien, mais être capable de comprendre serait déjà dans un premier temps nettement plus pertinent.

Pourquoi l'État aurait-il peur d'être « délégitimé » par quelques « complotistes » de bas étage ? Pourquoi une telle crainte de l'Etat ? Un Etat, bon, gentil, tellement bienveillant avec ses populations qu'il ne peut qu'en attendre amour et reconnaissance et retour n'est-ce pas ? Et pourtant, c'est de la défiance. Pourquoi ?

Le poids des mensonges !

Si vous me demandez mon avis, je vous répondrais que tout vient et provient des mensonges de nos gouvernements. Des mensonges répétés, et éhontés.

Je ne vous prendrais que l'histoire des masques. Vous savez ceux qu'il ne fallait pas porter quand il n'y en avait pas, et qui étaient obligatoires à porter sous peine d'amende 3 mois plus tard. Je ne vous parlerais pas non plus des risques « inexistantes et quasi nuls » pour que le virus arrive de Wuhan en France selon Agnès Buzyn.

Bref, les mensonges alimentent la défiance et donc la méfiance et nourrissent naturellement le « complotisme », qui n'a de complotiste que le terme, car ces deux exemples précédents donnent raison... aux complotistes ! On vous ment bel et bien.

La réalité EST complotiste !

Et oui, il y a encore une énorme bataille qui se joue autour du laboratoire P4 de Wuhan dont s'est échappé le virus pour beaucoup de... scientifiques qui persistent et signent. Vous pouvez lire la dernière [lettre ouverte envoyée à l'OMS ici](#).

Je n'ai pas à vous dire si cela est vrai ou faux. Je n'en sais rien, et il faut toujours distinguer la réalité des croyances.

Mais, d'un point de vue purement analytique je peux néanmoins vous affirmer ceci.

Il y a bien un laboratoire P4 (haute sécurité) à Wuhan qui a la particularité de travailler sur des ... coronavirus, de... chauves-souris... et de les recombinaisonner. Ce qui fait tout de même beaucoup de coïncidences avec le Covid actuel. Mais imaginez que le virus sorte bien de là.

Juste imaginons que ce soit vrai.

Que ce soit un simple et stupide accident de laboratoire avec un stagiaire qui est sorti avec le virus sous ses chaussures.

Vous êtes les autorités chinoises.

Vous savez que votre bêtise va causer la mort de millions de personnes et que cela va coûter un argent fou et peut potentiellement vous mettre au banc de la communauté internationale pour les siècles à venir.

Imaginez que vous soyez plutôt une dictature et un régime pas franchement « transparent ».

Vous dites quoi ?

Le Covid c'est moi ?

Ou vous faites pression sur tout le monde pour ne pas être accusé et donc devoir indemniser ?

Potentiellement cela pourrait ruiner la Chine.

Alors, analytiquement, si fuite il y a eu, cela prendra des mois ou des années avant de confondre les coupables car il en va aussi de leur survie politique et financière.

Si je vous prends cet exemple c'est pour vous montrer à quel point **la réalité EST forcément complotiste, et que les mensonges dans les relations internationales et dans les relations entre les dirigeants et les dirigés ne sont pas l'exception.**

Les mensonges sont la norme !

La réalité est complotiste.

Des Irlandais de Vincennes, au nuage de Tchernobyl, la réalité est complotiste.

De l'industrie du tabac qui mentait comme une arracheuse de dent, jusqu'au laboratoires Servier (et tous les autres), la réalité est complotiste.

Alors, le « mondialisme », les grandes entreprises, les médias, viennent faire taire désormais tous ceux qui veulent penser, réfléchir, s'interroger, poser des questions, et qui attendent de légitimes réponses en les qualifiant de « complotistes ».

Et comme ils sont complotistes ils sont dangereux.

Comme ils sont dangereux, il faut les surveiller.

Et la boucle est bouclée.

J'ai vu récemment un reportage sur les « survivalistes » en France qu'il faut là aussi surveiller.

Et Laurent Nunez le Monsieur terrorisme du pays d'expliquer doctement qu'il prenait en compte ces nouvelles menaces.

Pourtant c'est se méprendre totalement sur la sémantique des choses.

En partant de l'histoire du gus qui frappe sa femme puis tue 3 gendarmes dans le sud avant de suicider ils font une généralité en expliquant que les survivalistes sont suicidaires.

Il n'y a personne pour leur dire qu'il y a une contradiction très importante dans les termes.

Survivre est à l'opposé de se suicider.

Par définition un survivaliste ne peut pas être suicidaire.

Un survivaliste ne prendra jamais le risque de tirer sur un gendarme et de risquer une riposte.

Il respectera la loi pour justement survivre dans son environnement.

Celui qui tue trois gendarmes est un fou furieux ultra-violent, et la bonne question n'est pas de savoir dans quelle case de « isme » on le classe, mais comment a-t-il pu acquérir légalement un tel armement !!!

Pourquoi vous parler de cela ?

Pour vous montrer la dérive.

L'Etat autoritaire déteste tout ce qui pense, réfléchit ou est indépendant !

Car le survivalisme c'est aussi et surtout la micro-ferme, les poules et la permaculture, c'est l'autonomie et l'indépendance.

Peu importe que l'on vous insulte de complotiste ou que l'on vous traite de survivaliste parce que vous voulez aller à la campagne avec vos poules et votre poêle à bois sans oublier votre potager, ce qui ne fait de mal à personne.

Vous représentez un danger pour l'Etat.

Car l'Etat, toujours, se veut bienveillant.

Il est là pour vous aider n'est-ce pas.

En échange de son aide, il vous demande de ne plus penser, d'obéir.

Si vous êtes indépendant, vous n'avez pas besoin d'aide. Si vous n'avez pas besoin d'aide, l'Etat ne sert à rien... ou à pas grand-chose !

Votre dépendance est l'assurance survie des Etats, c'est de cet état de dépendance que les Etats tirent leur force sur leurs citoyens.

L'Etat.

Les Etats.

Et c'est une dérive mondiale, veulent votre obéissance.

Tous ceux qui divergent sont taxés d'un isme.

Fascisme, complotisme, survivalisme, extrémisme...

Un pays, qui rejette de plus en plus de gens sous le motif qu'ils sont des « phobes » ou des « ismes », prouve par les faits qu'il n'est plus une démocratie, d'hommes libres.

Car les démocraties et les pays libres, n'ont ni complotistes, ni survivalistes ni europhobes.

Ils ont des citoyens libres, qui débattent, librement, dans des instances démocratiques, ouvertes.

Si vous faites appel à votre mémoire, les « phobes » ou les « ismes » sont très récents.

Ils cherchent à masquer l'évolution autoritaire de la société.

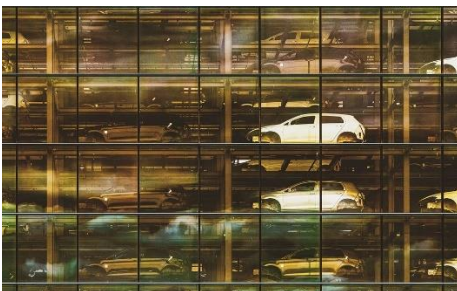
La réalité EST complotiste, et la démocratie, elle, se meurt.

Charles SANNAT

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

.190 000 véhicules n'ont pas été produits par Stellantis en raison des pénuries !



Cet article du Figaro revient sur la pénurie de semi-conducteurs qui a empêché Stellantis (Ex-PSA) de produire 190 000 véhicules au 1er trimestre.

En effet, 8 des 44 usines du groupe Stellantis « sont actuellement touchées par cette pénurie, a indiqué le directeur financier du groupe, Richard Palmer ».

« La pénurie mondiale de semi-conducteurs a empêché le groupe automobile Stellantis, issu de la fusion de Peugeot-Citroën et de Fiat-Chrysler, de produire 190 000 véhicules au premier trimestre, mais n'a pas freiné ses ventes, a annoncé mercredi le deuxième constructeur européen ».

Le groupe prévient que cette situation va perdurer et avoir un « impact supérieur » au 2ème trimestre, avant une amélioration au deuxième semestre mais qui ne sera sans doute visible pas avant le 3ème trimestre.

Reste à voir dans les faits ce qu'il va réellement se passer.

Personne n'a suffisamment de visibilité aujourd'hui sur les approvisionnements pour exprimer des certitudes, mais je pense qu'il y a aussi une énorme bataille qui se joue entre la Chine et les autres pays concernant l'accès aux ressources.

Charles SANNAT Source [Le Figaro.fr](https://www.lefigaro.fr) [ici](#)

.Khmers Verts et vers de farine comestibles !



Haaaa.... quel progrès pour l'humanité en général et les Européens en particulier !

Pensez-donc, nous allons pouvoir nous alimenter à base de vers de farine.

Ce n'est sans doute pas bien, mais quand j'étais gosse, on avait plutôt tendance à jeter la farine qui était bourrée de vers plutôt que de manger les vers, vers que l'on utilisait aussi pour aller pêcher pas pour en faire notre goûter mais celui des truites de la rivière du coin, mais c'était un autre temps semble-t-il.

Aujourd'hui, faut y bouffer du vers pour la planète, pour faire plaisir à la dépressive Greta qui a décidé de rendre notre vie le plus triste possible.

Ce qui est chouette avec les vers de farine c'est le bilan carbone.

Très bon pour l'icoulogie. Si on bouffe tous des vers, c'est sûr que tout ira mieux.

Hahahahahahahahahahaha.

Insectes comestibles : l'UE donne son feu vert aux « vers de farine »

« L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) estime que les « vers de farine » peuvent être consommés sans danger, entiers ou en poudre.

Des biscuits ou pâtes à base de vers de farine jaunes séchés pourront bientôt arriver dans les assiettes des Européens : les Vingt-Sept ont autorisé mardi, pour la première fois, la mise sur le marché d'insectes en tant qu'aliments. L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) avait conclu mi-janvier que les larves du ténébrion meunier, aussi appelées « vers de farine », pouvaient être consommées sans danger « soit sous forme d'insecte entier séché, soit sous forme de poudre ». »

À la suite de ce feu vert réglementaire, « les États membres ont approuvé une proposition de la Commission européenne, autorisant l'utilisation de vers de farine jaunes séchés en tant que nouvel aliment », a annoncé mardi l'exécutif européen. « Il peut être utilisé comme insecte séché entier sous forme de collation ou comme ingrédient d'un certain nombre de produits alimentaires, sous forme de poudre dans des produits protéiques, biscuits ou produits à base de pâtes », poursuit la Commission ».

C'est même une « source alimentaire saine et très nutritive »

« Les produits à base d'insectes (très riches en protéines, minéraux, vitamines, fibres, mais aussi acides gras sains, oméga 6 et 3) peuvent aider à prévenir les carences en nutriments, selon les entreprises du secteur ».

Génial.

Je goûterai un jour ces trucs à base d'insectes, histoire de savoir bien évidemment et par curiosité, et au train où vont les choses, je suppose que nous aurons droit à un passeport vaccinal biométrique éternel avec rappel tous les 6 mois, accompagné d'une ration de poudre d'insectes et de vers de farine, sans oublier nos déplacements à vélo.

Donc d'ici là, je vais aller me manger un bon steak de vache tant que c'est encore autorisé par les Khmers verts et pas vers.

Charles SANNAT Source [Le Point.fr](https://www.lepoint.fr) [ici](#)

▲ RETOUR ▲

.Croissance, inflation et pénuries : les trois caractéristiques de l'économie du « monde d'après »

The Conversation May 3, 2021 EDT

Authors



1. [Radu Vranceanu](#) Professeur d'économie, ESSEC



2. [Philippe-Pierre Dornier](#) Professeur en management des opérations, ESSEC

Disclosure statement

The authors do not work for, consult, own shares in or receive funding from any company or organisation that would benefit from this article, and have disclosed no relevant affiliations beyond their academic appointment.



Le secteur du BTP souffre actuellement d'une pénurie de matériaux comme le bois de construction.

Qu'on l'aime ou pas, le keynésianisme, selon lequel l'intervention étatique reste le meilleur moyen de rétablir la croissance, domine l'analyse des crises et la conception des politiques économiques depuis 85 ans. Dans ce paradigme bien enraciné, les crises s'expliquent par une contraction inattendue de la demande, elle-même déterminée par des raisons multiples et variées, comme une politique monétaire [trop rigoriste en 1929-1936](#), ou une contraction du crédit par un secteur bancaire ayant pris des [risques démesurés en 2008](#).

Ainsi, face à la crise de la Covid-19, les gouvernements ont adopté au cours de l'année 2020 des stratégies du type « [quoi qu'il en coûte](#) » pour [stimuler la demande](#) le plus en amont possible. Ils se sont empressés notamment de réduire les taxes sur les entreprises en difficulté et d'augmenter la dépense publique, notamment sous forme de transferts.

Ces transferts ont pris la forme d'un [recours massif au chômage partiel](#) en Europe, ou des indemnités [plus élevées aux États-Unis](#). Avec des taux d'intérêt de court terme déjà proches de zéro, l'action des banques centrales, notamment dans la Zone euro, s'est limitée à [absorber](#) les nouvelles émissions d'obligations d'État.

De cette manière les taux d'intérêt de long terme sont également maintenus à un niveau insignifiant, voire négatif, dans une illustration de l'absurde de cette situation. **À titre d'exemple, si en France la production s'effondrait de 8,2 % en 2020, le pouvoir d'achat n'aura baissé que de 1 %, signe de cette largesse de l'État. La dette publique passe de 98 % du PIB en 2019 à 116 % du PIB en 2020 et est prévue à 122 % pour fin 2022.**

Les organisations économiques internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont défendu sans aucune retenue cette politique fiscale d'une grande largesse, et d'ailleurs continuent de le faire.

Choc d'offre

Ce qui rend singulière la crise de la Covid-19, c'est la conjonction d'une crise de demande classique, mais qui a été très vite enrayée, avec un fort choc d'offre qui lui se propage et s'intensifie au fur et à mesure où la demande de biens se renforce avec la sortie de crise. Cette situation devrait nous rappeler la crise du prix du pétrole dans les années 1970, lorsque les pays qui ont refusé l'austérité ont dû faire face à une inflation rapide.

*Sous l'impact de **la crise sanitaire**, la capacité du secteur productif à fournir des biens et services s'est dégradée en raison de 3 raisons principales.*

En premier lieu, **une perte sévère en productivité dans les opérations physiques**. L'organisation des opérations a dû savoir intégrer la distanciation, les gestes barrières (aération renforcée, port du masque, etc.), les nettoyages intensifs (désinfection), la mise en place de marquage et de déplacements limitant toute forme de croisement ou encore l'accompagnement des personnes.



*La mise en place de mesures anti-Covid-19, comme la distanciation, ont entraîné une forte **perte en productivité** dans les opérations physiques.*

Par ailleurs, les parents ont été **confrontés à la garde de leurs enfants**. Dans certains cas, le seul recours a été tout simplement d'arrêter de travailler, car nombre de postes ne se prêtent également pas au télétravail. En contrepartie, les solutions numériques des échanges en ligne, les visioconférences et le télétravail ont permis d'amortir en partie le choc dans les secteurs et les activités qui le permettaient. En revanche, après une période d'enthousiasme béat, **les limites du télétravail commencent à ressortir**. Enfin, de nombreuses ressources ont dû être redéployées vers la lutte contre la pandémie (masques, produits pharmaceutiques), privant d'autres secteurs de ces matériaux.

Selon le **rapport du Conseil national de la productivité de janvier 2021**, la baisse de la production combinée à une moindre baisse de l'emploi s'apparente à une baisse de la productivité, extrêmement marquée au second trimestre de 2020. Le rapport reprend une analyse de l'Insee, selon laquelle **« pour 46 % des entreprises des services, 40 % de celles de l'industrie et 56 % de celles du bâtiment, toutes interrogées en octobre, les mesures de protection sanitaires réduisent la productivité, entraînant des difficultés d'organisation importantes »**.

En second lieu, des pertes sèches de capacité de production se sont révélées et ne vont faire que s'intensifier. Les confinements ont en effet entraîné des fermetures temporaires d'usines, ou le report d'activités de maintenance. La disponibilité de personnel dans certains secteurs a réduit la capacité de production. Les **travailleurs immigrés saisonniers**, très présents en agriculture ou sur les chantiers de construction, ont disparu d'un jour à l'autre, en raison des restrictions sur la mobilité internationale de cette main-d'œuvre.

Aujourd'hui, il faut se prémunir sur les troubles de vision pointés par le [Conseil national de productivité](#) : « La crise se traduit par une situation paradoxale où, jusqu'à maintenant (fin 2020), les faillites sont en diminution de 36 % pour l'ensemble des entreprises et de 29 % pour les PME par rapport à 2019 ». Ainsi la manne financière déversée a permis de [bloquer les faillites](#) mais cette aide ne pourra pas se prolonger indéfiniment.

L'argent public a maintenu à flot des activités solvables, mais [parfois insolubles](#), dont un test de vérité sera le remboursement des prêts garantis par l'État. En 2021, de nombreuses restructurations de firmes devraient avoir lieu, ce qui conduira à d'inévitables déperditions de ressources, car le rattrapage est inéluctable et est estimé à un [surplus de l'ordre de 30 % des défaillances en 2021](#) par rapport à un régime annuel normal.



Au premier trimestre de cette année, [80 % des entreprises](#) qui se sont présentées devant les tribunaux ont été liquidées, un taux inédit depuis 20 ans. Ce rattrapage aura donc un impact sur la dégradation du fonctionnement des chaînes de valeur qui verront des goulots d'étranglement se former dans les secteurs les plus exposés.

Enfin, en troisième lieu, les flux de la mondialisation ont commencé leur recomposition. Les blocages locaux, les pénuries naissantes dans la [construction](#) ou les [semi-conducteurs](#), les [problèmes associés aux transports maritimes](#) et aux conteneurs, une prise de conscience des bénéfices de la diversification des sources d'approvisionnement, les mots d'ordre politique dans certaines économies « orientées » ont précipité un [ralentissement](#) qui s'observait déjà avant la crise.

La Chine, qui produisait pour le monde et qui gardait les surplus pour son marché intérieur, a inversé la logique depuis quelques années. Entre 2010 et 2016, son taux d'épargne a diminué de [50 % à 44 %](#). Elle recentre désormais son économie sur son [marché intérieur](#) et confie un moindre surplus aux marchés extérieurs.

Des dérèglements sur fond de reprise

À ce jour, les conjoncturistes et les organisations internationales sont quasi unanimement optimistes quant à la [vigueur de la relance en seconde partie de 2021](#). Ces prévisions prennent en compte les progrès sur le plan de la

vaccination, mais surtout les dépenses énormes consenties par les gouvernements partout dans le monde, sans se poser la question si le secteur productif pourra suivre et si oui, à quelle vitesse.

Pourtant, on commence depuis peu à observer les conséquences concrètes du choc d'offre et saisir son ampleur. Un mot résume la situation très dégradée de l'économie : la [pénurie de matières premières](#) et produits de base. On observe une [hausse des prix sur les matières premières](#) (pétrole et produits dérivés, soja) ou sur les produits intermédiaires (puces électroniques, mais aussi [acier, bois de construction](#), etc.).



Les matériaux de construction se font rares et [leurs prix flambent](#) ; les délais de mise en chantier et de réalisation des projets se rallongent, et des [surcoûts se profilent](#).

Le prix du transport maritime connaît une hausse sans précédent. Sur la route Chine – Europe, le prix moyen du fret maritime a été multiplié par 4 entre octobre 2020 et janvier 2021, et [rien n'indique une diminution](#) dans l'immédiat.

Ainsi la contraction d'offre en 2020 a créé un [« effet d'hystérèse »](#), le retour à la production d'avant impliquant des coûts sanitaires et de transaction supplémentaires, ce qui pousse les entreprises à augmenter les prix à la sortie d'usine.

Enfin, la hausse des prix ne permet pas de résoudre tous les déséquilibres. Si le marchand de journaux a terminé son stock de la journée, quel que soit le prix que nous lui proposons il ne pourra pas nous en fournir un.

Actuellement, la [production d'automobile est profondément affectée](#) par le manque de composants électroniques (comme les semi-conducteurs) et des produits en plastique. Ces composants deviennent un matériel si rare, que Taïwan n'a pas hésité à [tenter une négociation avec l'Allemagne](#) portant sur un échange composants contre vaccins.



En bout de course, une augmentation du prix des automobiles se profile. D'ailleurs, le constructeur Renault vient [d'augmenter ses prix](#) pour compenser la hausse des coûts, et fait passer aux autres constructeurs le message de suivre son exemple.

Dans l'immédiat, il n'est pas à exclure que ces pénuries conduisent à une forte hausse des prix producteurs, et par ricochet, à de fortes hausses des prix à la consommation. **Au mois de mars, les [prix à la production](#) ont augmenté aux États-Unis de 4,2 % sur l'année (la plus forte hausse depuis 2011). Le taux d'inflation a fait un bond spectaculaire, de 1,7 % en février, à 2,6 % en mars.**

La zone euro est en retard de quelques mois sur les États-Unis et le taux d'inflation en Allemagne au mois de mars est de 1,7 %... quand dépassera-t-il les 2 % ciblés par la BCE ? Le rapport d'avril dernier du IHS Markit sur le PMI (*Purchase Manager Index*) de la zone euro relève clairement ces [tensions productives fortes](#), sur un fonds de reprise économique. Le rapport souligne également que le secteur manufacturier transfère activement la hausse des coûts sur les prix, et donc sur les consommateurs.

Le scénario que nous dessinons est donc un scénario pessimiste, qui réunira des pénuries nombreuses sur les produits et une inflation ranimée. Cette conjonction aura tendance à s'inscrire dans la durée, les opérateurs en place tirant parti de ces pénuries et n'ayant aucun intérêt, du fait des conséquences de l'inflation, de s'endetter et d'augmenter significativement leur potentiel productif.

Les entreprises doivent prendre en compte ce changement de modèle, pour revoir leur management des opérations et leurs stratégies, dans un monde où le principal frein au développement de l'activité sera la pénurie de certains facteurs de production, et pas la demande.

▲ RETOUR ▲

[Albert Speer, les nazis et la technologie](#)



Photo de couverture : juin 1943 — Le ministre du Troisième Reich pour l'armement et les munitions, Albert Speer (à droite), reçoit des mains d'Adolf Hitler (à gauche) l'anneau de l'organisation Todt (anneau de l'art allemand), dans un coffret orné d'argent, pour avoir réussi l'effort technologique d'augmenter la production d'armes et de munitions au cours de l'année écoulée. Albert Speer porte un brassard avec l'emblème nazi (croix gammée) et la mention « [Organisation Todt](#) ».

Dans son autobiographie initialement publiée en 1969, parue, en français, sous le titre *Au cœur du Troisième Reich*, Albert Speer, architecte et homme d'État allemand, ministre du Troisième Reich et proche de Hitler, se souvient :

« Le succès de notre action est à porter au compte des milliers de techniciens qui s'étaient jusque-là signalés par la valeur de leurs travaux et à qui fut confiée la responsabilité entière de certaines branches de l'industrie d'armement. Cette responsabilité ranima leur enthousiasme endormi ; ma direction peu conformiste les incita à s'engager davantage. Au fond, j'exploitai cette attitude, fréquente chez les techniciens [ingénieurs], qui consiste à se consacrer à son travail sans se poser de questions. Le rôle du technicien étant apparemment dégagé de tout aspect moral, la technologie apparemment neutre, il n'y eut pendant longtemps de leur part aucune réflexion sur la valeur de leur propre activité. Cette attitude devait avoir des répercussions d'autant plus dangereuses que, dans cette guerre, la technologie prenait une importance de plus en plus grande : le technicien n'était plus en mesure d'apercevoir les conséquences de son activité anonyme. »

Terrible illustration de la dangerosité, de la nuisance de ce mythe selon lequel la technologie serait « neutre » (la réalisation/fabrication de toute technologie, du panier en osier à la centrale nucléaire, possède des implications matérielles (et donc écologiques) et sociales, ce qui n'a rien de « neutre »). Une pensée pour les scientifiques, ingénieurs et autres techniciens qui conçoivent les instruments de mort d'aujourd'hui (armes diverses et variées, qui équipent les milices étatiques et privées du monde entier, des LBD aux drones de combat) ; également pour ceux qui conçoivent les infrastructures technologiques dans lesquelles nous sommes incarcérés : routes, autoroutes, zones industrielles, zones commerciales, zones résidentielles, internet, réseaux de téléphonie mobile, TNT, etc. ; aussi pour ceux qui conçoivent les machines directement inventées pour ravager la Terre (Bagger 293 et autres excavatrices, bulldozers, tronçonneuses, ébrancheuses, foreuses, etc.), et les machines qui servent à fabriquer tous ces appareils et toutes ces machines... la liste est longue. Dans la conclusion, Speer écrit :

« En tant que principal représentant d'une technocratie qui venait, sans s'embarrasser de scrupules, d'engager tous ses moyens contre l'humanité, j'essayai non seulement de reconnaître mais également de comprendre ce qui était arrivé. Dans mon discours final [à Nuremberg], je déclarai : "La dictature de Hitler fut la première dictature d'un État industriel de l'ère de la technologie moderne, une dictature qui, pour

dominer son propre peuple, se servit à la perfection de tous les moyens technologiques. Grâce à des moyens technologiques, tels que la radio et les haut-parleurs, 80 millions d'hommes purent être asservis à la volonté d'un seul individu. Le téléphone, le télex et la radio permirent aux plus hautes instances de transmettre immédiatement leurs ordres aux échelons les plus bas où on les appliqua sans discuter, à cause de la haute autorité qui s'y attachait. De nombreux services et de nombreux commandos reçurent ainsi par voie directe leurs ordres funestes. Ces moyens permirent une surveillance très ramifiée des citoyens, en même temps que la très grande possibilité de garder secrets les agissements criminels. Pour le non-initié, cet appareil d'État peut apparaître comme le fouillis apparemment absurde des câbles d'un central téléphonique. Or, comme ce central téléphonique, une volonté pouvait à elle toute seule l'utiliser et le dominer. Les dictatures précédentes avaient besoin de collaborateurs de qualité, même dans les fonctions subalternes, d'hommes capables de penser et d'agir par eux-mêmes. À notre époque technologique, un système autoritaire peut s'en passer, les seuls moyens d'information lui permettent de mécaniser le travail des organes subalternes. La conséquence en est le type d'individu qui reçoit un ordre sans le discuter."

Les événements criminels de ces années passées n'avaient pas été dus uniquement à la personnalité de Hitler. La démesure de ces crimes pouvait en même temps s'expliquer par le fait que Hitler avait su le premier se servir, pour les commettre, des moyens offerts par la technologie.

Évoquant alors le danger que pourrait représenter à l'avenir un pouvoir illimité disposant des immenses ressources de la technologie, un pouvoir qui se servirait de la technique mais serait aussi son esclave, cette guerre, poursuivis-je, s'était terminée sur l'emploi de fusées téléguidées, d'avions volant à la vitesse du son, de bombes atomiques, et sur la perspective d'une guerre chimique. Dans cinq ou six ans, on pourrait anéantir en quelques secondes, à l'aide d'un missile atomique servi par au plus dix hommes, le centre de New York et y tuer un million d'hommes, ou, au moyen d'une guerre chimique, déclencher des épidémies et détruire les récoltes. "Plus la technique se développe dans le monde, plus le danger devient grand... En tant qu'ancien ministre d'une industrie d'armement très développée, il est de mon devoir de lancer cet avertissement : une nouvelle grande guerre se terminera par l'anéantissement de la culture et de la civilisation humaines. Rien n'empêchera la science et la technique déchaînées d'accomplir leur œuvre de destruction de l'homme, celle-là même que les techniciens ont commencée de si terrible façon dans cette guerre-ci..."

"Le cauchemar de beaucoup d'hommes, continuai-je, cette peur de voir un jour la technologie dominer les peuples, a failli se réaliser dans le système autoritaire de Hitler. Tout État au monde est aujourd'hui menacé de passer sous le règne terrifiant de la technologie, mais, dans une dictature moderne, cela me semble inéluctable." »

▲ RETOUR ▲

Éliminons chiens et chats de compagnie

Par biosphere 7 mai 2021



Le culte de l'animal de compagnie sert les intérêts d'une puissante industrie. En 2023, le juteux business du [« pet care »](#) devrait atteindre au total 868 milliards de dollars de revenus sur les marchés des pays du Nord. En effet, les gens remplacent peu à peu les déchets alimentaires donnés traditionnellement aux animaux domestiques par de la nourriture industrielle préparée. On appelle cela [la tyrannie de la commodité](#). Sans surprise, cette industrie en forte croissance génère un énorme impact écologique. Aux États-Unis, la production de nourriture pour chiens et chats produit autant de dioxyde de carbone que 13,6 millions de voitures en une année. Les chats et les chiens américains consomment autant de calories que la population française et leur consommation de viande se classerait en 5ème position s'ils représentaient un pays, juste derrière la Russie, le Brésil, les États-Unis et la Chine. [En France](#), le marché du *pet care* — distribution, *pet food*, services, assurance — pèse près de 5 milliards d'euros et affiche une croissance de 2,5 % à 3 % par an.

Outre l'impact résultant de la marchandisation de l'animal de compagnie, leur prolifération est devenue une sérieuse menace pour la vie sauvage, principalement en raison de la prédation des chiens et des chats errants. Le chat domestique se classe comme la pire espèce invasive de mammifère dans le monde, devant le rat. Toujours guidé par son instinct malgré la domestication, le chat a une tendance naturelle à « l'abattage en surplus » : il continue à chasser même lorsqu'il est bien nourri. Côté reproduction, il est équipé pour coloniser rapidement un nouveau territoire. Avec deux phases de reproduction dans l'année durant lesquelles les femelles peuvent avoir jusqu'à 15 chatons et une maturité sexuelle atteinte en seulement quelques mois, un couple de chats peut produire une descendance de 10 000 à plus de 20 000 individus en seulement quelques années. En France depuis le début des années 2000, la population de chats domestiques est passée [de 9 à 13,5 millions](#) et cette croissance démographique s'accélère. Il faut encore y ajouter la population de chats errants estimée à 11 millions d'individus. A son tableau de chasse figurent 63 espèces exterminées en 500 ans. De son côté, le chien domestique rafle la troisième place du podium des mammifères invasifs avec 11 espèces éradiquées.

Face à cette catastrophe écologique, la plupart des défenseurs de la cause animale se gardent bien de faire une analyse globale du problème, encore moins de dénoncer ouvertement l'industrie du *pet care*. Pour mettre fin à l'exploitation animale, ils proposent par exemple de donner des droits aux animaux. Ol'hystérie collective autour de la cause animale peut être vue comme un symptôme du délabrement des relations humaines et des structures familiales. Ne jamais s'attaquer à la racine du mal. Toujours proposer des substituts à l'existant pour perpétuer le business. Énième pseudo-solution proposée par le mouvement animaliste : la nourriture vegan ! Sous couvert de rapprocher l'homme et l'animal, cette mouvance creuse en réalité le fossé entre les hommes et le vivant en faisant la promotion de la nourriture artificielle produite en labo-usine. Et durant leur vie, nos amis les bêtes ont désormais droit à l'allopathie, la chirurgie, la diététique et même à la psychanalyse. La cécité idéologique des animalistes les empêche de voir que ce qu'ils nomment progrès est en réalité une régression pour l'animal, une démarche qui ressemble bien au stade ultime de l'anthropocentrisme. En vérité, les humains civilisés seraient mieux avisés de soigner leur narcissisme pathologique pour renouer avec leur animalité afin de s'élever au rang de l'animal au lieu de faire la démarche inverse.

Dans les sociétés traditionnelles et rurales, la relation entre le chien et l'humain se distingue par le niveau d'interdépendance — le chien protège le troupeau et les cultures, il reçoit en échange le gîte, la protection et le couvert. Au sein des sociétés industrielles, le chien devient « animal de compagnie » sans autre fonction que de compenser un besoin résultant des inconvénients du mode de vie au sein du monde moderne ; divertir, responsabiliser les enfants, remédier à la solitude ou au stress, faire de l'exercice, etc. L'animal de compagnie est un palliatif, une béquille pour améliorer son existence sans agir sur la cause profonde du mal-être.

[Philippe Oberlé](#)

▲ RETOUR ▲

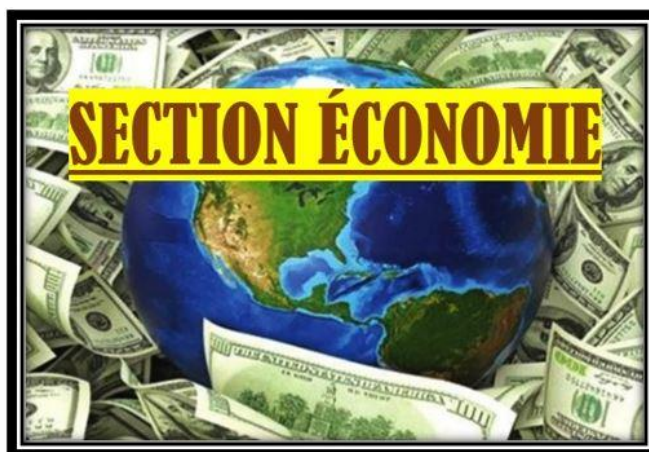
[Planification publique et carte carbone](#)

Il ne suffit pas de définir un objectif de neutralité carbone à atteindre en 2050, encore faut-il s'en donner les moyens. Réapparition du « haut-commissaire au plan » en France, Plan Biden aux Etats-Unis, Green New Deal en Europe... l'[idée de « planification »](#) de l'économie par la puissance publique fait son chemin après des décennies de règne de la « loi du marché ». Du point de vue des écologistes, planifier semble nécessaire pour définir une politique globale visant à la décarbonation de l'économie. En effet la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre ne peut pas s'en tenir à la libre volonté des agents économiques.

Un opusculé* fait le tour du problème. Il pointe l'ampleur de la tâche à accomplir pour que les mentalités acceptent les changements majeurs nécessaires, à savoir une vraie rupture écologique. Il en va ainsi de la reconversion des cohortes de travailleurs des industries de l'énergie, de l'automobile ou de l'aéronautique, en passant par l'abandon par les économistes des canons libéraux. Le mythe selon lequel tout pourrait se régler par le « signal prix », l'État restant neutre face aux choix technologiques, nous mène à l'impasse et les générations futures au désastre. Personne actuellement ne connaît la stratégie nationale bas carbone (SNBC) édictée en 2015 et censée diriger depuis toutes les politiques publiques. Il nous faut un marqueur fort, la **mise en place planifiée d'une carte carbone** nous semble la voie la plus prometteuse.

Voici notre référence la plus ancienne sur la question : « Les chercheurs londoniens de la Royal Society for Encouragement of arts, manufactures & commerce (RSA) étudient la mise en place de cartes-carbones. On verserait à chaque citoyen un quota annuel d'émission de gaz à effet de serre sur un compte individuel, une unité représentant 1 kilo de CO2 (sachant que chaque Britannique en produit déjà annuellement 9,3 tonnes). Tout citoyen disposerait du même droit à polluer, les plus vertueux pourraient revendre leurs unités-carbone non utilisées. La mise en œuvre est envisageable puisque la technologie existe et que le coût serait inférieur à d'autres projets moins urgents comme la nouvelle carte d'identité. Cette mise en œuvre est d'autant plus nécessaire que le changement climatique constitue une vraie menace. Ce projet d'encadrement des pratiques personnelles est fondé puisque plus de 50 % des émissions de gaz carbonique en Europe proviennent de la consommation individuelle d'énergie, essentiellement le transport automobile et aérien, l'électricité et le chauffage domestique. Cela veut dire aussi que ce projet ne devrait pas être réservé aux Anglais, d'autres citoyens comme les Américains sont de gros pollueurs. A la mi-juillet, le secrétaire britannique à l'environnement a qualifié cette perspective de « *passionnante expérience de pensée* ». La Biosphère estime que ces cartes carbone devraient devenir une réalité internationale non d'ici 2020, mais l'année prochaine ! (écrit le 18.09.2006 par Michel Sourrouille) »

▲ **RETOUR** ▲





SUIVEZ NOUS

14 886 Fans

9 Followers

Que ferez-vous lorsque l'inflation obligera les ménages américains à consacrer 40 % de leurs revenus à la nourriture ?

5 mai 2021 par Michael Snyder



Saviez-vous que le prix du maïs a augmenté de 142 % au cours des 12 derniers mois ? Bien sûr, le maïs est utilisé dans des centaines de produits différents que nous achetons à l'épicerie, et tout le monde va donc ressentir la douleur de cette augmentation de prix. Mais ce n'est pas seulement le prix du maïs qui s'emballe. Nous assistons à une hausse spectaculaire des prix des denrées alimentaires dans tous les secteurs, et les experts nous avertissent que ce n'est que le début. Si vous pensez que les prix des denrées alimentaires sont mauvais maintenant, attendez un peu, car ils vont devenir bien pires.

En général, les Américains consacrent environ 10 % de leur revenu personnel disponible à l'alimentation. Ce qui suit provient directement du site Web de l'USDA...

En 2019, les Américains ont consacré en moyenne 9,5 % de leurs revenus personnels disponibles à l'alimentation - répartis entre la nourriture à la maison (4,9 %) et la nourriture hors de la maison (4,6 %). Entre 1960 et 1998, la part moyenne du revenu personnel disponible consacrée à l'alimentation totale par les Américains est passée de 17,0 à 10,1 %, en raison de la diminution de la part du revenu consacrée à la nourriture à domicile.

Il va sans dire que les Américains les plus pauvres consacrent une plus grande partie de leurs revenus à l'alimentation que les Américains les plus riches.

Selon l'USDA, les ménages les plus pauvres ont consacré en moyenne 36 % de leurs revenus personnels disponibles à la nourriture en 2019....

À mesure que leurs revenus augmentent, les ménages consacrent plus d'argent à l'alimentation, mais cela représente une part plus faible du budget global. En 2019, les ménages du quintile de revenu le plus bas ont dépensé en moyenne 4 400 dollars en nourriture (soit 36,0 % de leur revenu), tandis que les ménages du quintile de revenu le plus élevé ont dépensé en moyenne 13 987 dollars en nourriture (soit 8,0 % de leur revenu).

Inutile de dire que les chiffres définitifs pour 2020 seront bien plus élevés, et beaucoup pensent qu'à terme, le pourcentage du revenu personnel disponible que le ménage américain moyen consacre à l'alimentation atteindra 40 %.

Cela signifierait que de nombreux ménages pauvres finiraient par consacrer bien plus de 50 % de leur revenu personnel disponible à la seule alimentation.

À une époque, cela aurait été inimaginable, mais aujourd'hui, tout change. Comme je l'ai indiqué plus haut, le prix du maïs a augmenté de 142 % depuis l'année dernière à la même époque...

Le prix du maïs a fait un bond d'environ 142 % depuis un an pour atteindre 7,56 \$ le boisseau, le prix le plus élevé depuis huit ans pour cette culture.

Une sécheresse au Brésil et une demande accrue en Chine ont mis la pression sur les fournisseurs mondiaux.

Dans d'autres régions, nous constatons une inflation plus modérée, mais dans l'ensemble, nous venons d'assister à la plus forte augmentation de l'inflation alimentaire "en près de neuf ans"...

Les prix moyens en mars 2021 des côtelettes de porc et des poitrines de poulet sont tous deux en hausse de plus de 10 % par rapport à mars 2020. Les œufs et le fromage cheddar sont tous deux en hausse de 6 %.

Si l'on considère l'ensemble des biens de consommation, les dernières données d'inflation de l'indice des prix à la consommation du Bureau américain des statistiques du travail montrent la plus forte augmentation d'un mois sur l'autre depuis près de neuf ans.

Pendant ce temps, le prix du bois continue de grimper encore plus haut.

Dans le New Jersey, un homme affirme que le coût total du bois utilisé pour la construction de sa nouvelle maison atteindra 70 000 dollars...

Tom McCarthy ne peut pas terminer la construction de sa maison dans le comté de Bergen, dans le New Jersey, à cause de la pénurie de bois.

"Il y a des pièces de bois que nous ne pouvons pas trouver", a déclaré McCarthy, un courtier immobilier de l'agence Chen qui construit également des maisons avec son père à côté.

M. McCarthy estime que le coût du bois pour la maison atteindra 70 000 dollars, soit près du double du coût de construction de la même maison dans une ville voisine il y a seulement huit mois.

C'est fou, non ?

Au lieu de construire une nouvelle maison, vous pourriez essayer d'acheter une maison existante, mais les prix de l'immobilier dans de nombreuses régions sont devenus complètement fous.

En Californie du Nord, une maison s'est récemment vendue plus d'un million de dollars au-dessus du prix de vente...

Lorsqu'une maison à Berkeley s'est vendue pour plus d'un million de dollars au-dessus de son prix de vente à la fin du mois de mars 2021, l'événement a été couvert par les médias de toute la région de la baie, y compris celui-ci.

Si la vente de Berkeley était particulièrement sensationnelle - elle s'est vendue au double de son prix catalogue et a reçu 29 offres - ces histoires individuelles sont de plus en plus courantes sur le marché immobilier actuel, selon des données récentes et des anecdotes de professionnels de l'immobilier.

Je n'aurais jamais imaginé voir une telle chose se produire.

Mais un agent immobilier affirme que ces guerres d'enchères sauvages sont de plus en plus fréquentes...

Et c'est particulièrement vrai dans l'East Bay. "Les gens ne sont pas surpris quand une maison dépasse d'un million de dollars", a déclaré Josh Dickinson, le fondateur de l'agence immobilière Zip Code East Bay. "Lorsque mes clients voient une maison à 1,9 million de dollars, ils sont presque conditionnés à penser qu'elle dépassera les 3 millions de dollars à Piedmont ou North Berkeley."

Voici à quoi ressemblent les premiers stades de l'hyperinflation, mais les responsables de la Réserve fédérale insistent sur le fait que nous n'avons pas à nous inquiéter.

En fait, Eric Rosengren vient de déclarer à la presse que l'inflation folle à laquelle nous assistons actuellement "devrait s'avérer temporaire"...

Le président de la Réserve fédérale de Boston, Eric Rosengren, dans une interview accordée à MarketWatch mercredi, a rejeté les discussions sur la réduction des achats d'actifs comme étant prématurées, et a déclaré que les facteurs temporaires poussant l'inflation à la hausse ce printemps ne dureront pas.

"Mon opinion est que cette accélération du taux de hausse des prix va probablement s'avérer temporaire", a déclaré mercredi Rosengren.

Le croyez-vous ?

Je ne le crois pas.

Comme l'a souligné Simon Black, le gouvernement fédéral va continuer à emprunter et à dépenser des milliards et des milliards de dollars...

C'est le gros morceau. Le gouvernement fédéral américain espère dépenser 11 TRILLIONS de dollars cette année, entre le budget ordinaire, le plan de relance COVID déjà adopté et toutes les nouvelles lois qu'ils proposent.

Et nous ne sommes qu'au mois de mai.

De toute évidence, l'Oncle Sam n'a pas l'argent. Alors ils doivent l'emprunter.

Presque tout le monde a adoré quand le gouvernement fédéral a commencé à envoyer de gros chèques de relance.

Mais vous n'allez pas l'adorer quand un chariot de nourriture vous coûte 400 \$ à l'épicerie.

Chaque fois que le gouvernement distribue de "l'argent gratuit", quelqu'un doit payer pour cela, et l'une des façons de le faire est d'augmenter les prix.

Si vous ne croyez pas encore qu'il s'agit d'une crise nationale majeure, vous le ferez bientôt, car il ne faudra pas longtemps avant que la majeure partie du pays se plaigne bruyamment de l'inflation cauchemardesque.

▲ RETOUR ▲

Crétinerie gouvernementale et mamamouchesque

par [Charles Sannat](#) | 7 Mai 2021



Quelle rigolade, et celle du jour peut rentrer dans le classement des crétineries gouvernementales, et cette administration se surpasse comme aucune autre avant elle !!!

Pensez donc.



Les parcs d'attractions peuvent rouvrir le 19 mai... mais sans les attractions.

Cela revient un peu à la montagne sans neige, à un bar mais sans les bouteilles, sans oublier les restos que l'on propose de rouvrir mais sans qu'ils puissent servir à manger, et puis tant que nous y sommes, nous pourrions aussi je ne sais pas moi, ouvrir les écoles, mais sans élèves.

J'attends avec impatience les nouveaux formulaires qu'il nous faudra arborer à la place de nos attestations qui ne servent plus (pour le moment). Pass sanitaire papier, ou pass sanitaire numérique. Cela va être « cocasse ».

Charles SANNAT

Nous n'éviterons pas une nouvelle saturation de l'hôpital selon une épidémiologiste !



J'espère que ce ne sera pas le cas et que l'épidémiologiste et biostatisticienne Dominique Costagliola se trompe lorsqu'elle affirme que « la probabilité d'éviter une nouvelle saturation totale de l'hôpital est faible ».

Pourtant, l'inquiétude est réelle même si personne ne l'exprime trop fort.

Il faut relâcher la pression pour que la situation reste socialement acceptable et espérer très fortement que la vaccination qui avance sera efficace, que les beaux jours qui viennent aideront avec la reprise de la vie en extérieur, et que les établissements scolaires ne seront pas un nid à microbes.

Pourtant, les mêmes causes provoquant les mêmes effets, un nouveau confinement en catastrophe n'est pas à exclure d'ici l'été et viendrait mettre à mal le beau processus de déconfinement expliqué par Macron.

Pour autant, je reste persuadé, que vivre et faire tourner notre société implique de cesser de nous confiner de la sorte et qu'il faut que nous mettions en place d'autres stratégies que celle mortifère économiquement et socialement des confinements sans fin.

Charles SANNAT Source [Le Monde.fr](https://www.lemonde.fr) [ici](#)

Luc Ferry, impossible de s'en sortir avec 4 000 euros par mois !!!

Lorsque Luc Ferry explique que c'est dur de s'en sortir avec 4 000 euros par mois, je le comprends. Je suis bien d'accord avec lui !

Si François Hollande trouve que 4 000 euros c'est la richesse, moi je considère que c'est juste ce qu'il faut pour commencer à ne pas ramer à chaque difficulté de la vie pour une famille.

D'ailleurs, il y a quelques mois, il expliquait doctement à des braves dames et de braves types appelés Gilets Jaunes, qu'il fallait leur faire tirer dessus par la troupe.

Il faut dire que ces braves dames et ces braves hommes rouspétaient fortement parce que l'Etat voulait augmenter le gasoil qui leur servait pour aller travailler et gagner entre 1 000 et 2 000 euros par mois.

Les pauvres Gilets Jaunes trouvaient à l'époque que c'était impossible de s'en sortir avec 1 400 euros par mois quand en plus on augmente les carburants.

Voilà ce que m'inspire la sortie de Luc Ferry.

Il veut, comme tous ceux qui se sentent supérieurs « aux petits » pour lui un traitement différent.

Il est normal que le Gilet Jaune trime et galère, mais lui, l'intelligence supérieure, c'est indécent de le forcer à vivre avec seulement 4 000 euros.

Il est là le vrai problème.

4 000 euros versés chaque mois par nous <impôts> autres les gueux, à son sublimissime Ferry et à sa sainteté Luc.

Pour eux, c'est toujours différent.

Il y a des coups de pieds au cul qui se perdent...

Charles SANNAT

▲ RETOUR ▲

Comment la caste ruine le pays pour conserver la paix sociale et ses privilèges

rédigé par [Eric Verhaeghe](#) 7 mai 2021

La caste au pouvoir est en pleine perdition. Elle est bien décidée à ne rien céder sur ses privilèges et à faire rendre gorge au contribuable pour ne pas perdre le moindre centime. Mais, face à la contestation grandissante, elle est aussi contrainte d'inonder les couches les plus défavorisées d'argent facile. Ce système peut-il encore durer longtemps, alors que la crise frappe durement ?



La caste au pouvoir sent bien que la situation lui échappe, et sait parfaitement qu'elle est entrée dans une seringue dont elle ne sortira pas indemne.

Toute la question est de savoir combien de temps elle pourra repousser le moment de la grande explication où, sans fard, elle devra expliquer au contribuable ordinaire qu'il doit continuer à se saigner pour entretenir une aristocratie incompétente et arrogante qui mène le pays droit dans le mur.

Quelques éléments permettent d'y voir un peu plus clair...

Bruno Le Maire dévoile la stratégie de la caste pour défendre ses privilèges

On trouvera dans [l'intervention de Bruno Le Maire, lundi dernier, devant la Commission des Finances](#), des éléments d'explication importants (mais discrets et opaques) sur la stratégie à long terme de la caste pour défendre ses privilèges malgré les contraintes imposées par le traité de Maastricht.

Le ministre des Finances annonce une énième revue de l'efficacité des dépenses publiques, dispositif lancé déjà par Sarkozy et qui n'a jamais permis la baisse significative des dépenses dont le pays a besoin pour respirer. Politiquement, le gouvernement se garde d'ailleurs bien de donner le moindre calendrier sur ce sujet.

En revanche, un calendrier précis est proposé pour des réformes qui ne touchent pas aux intérêts de la caste et permettent de faire des économies à bon compte : la réforme de l'assurance chômage, par exemple, ou celle des retraites.

Celles-là sont en cours de déploiement, ou annoncées pour l'automne. Elles donneront des gages à nos partenaires européens sur notre capacité à redresser la barre de nos finances publiques. Et elles ont le bon goût de ne pas toucher au salaire des fonctionnaires.

De l'*helicopter money* pour garder la paix sociale

L'inconvénient de cette politique tient à la montée des troubles sociaux auxquels elle risque de rapidement conduire dans les semaines ou les mois à venir, en augmentant la misère du petit peuple. Et [les chiffres publiés par Eurostat et l'INSEE montrent que la France est allée très loin](#) dans l'*helicopter money* distribuée aux basses couches de la société pour éviter leur révolte.

Ainsi, alors que la moyenne européenne des dépenses de protection sociale est de 26,5% du PIB, la France monte pour sa part à 31,4% du PIB. Soit cinq points de plus que ses partenaires... et trois points de plus que l'Allemagne.

Autrement dit, la protection sociale en France coûte 100 Mds€ de plus qu'en Allemagne. Voilà une somme rondelette qui, réaffectée à l'économie réelle, permettrait de relancer la croissance... mais la caste au pouvoir entend faire régner le plus grand des tabous sur le sujet.

Elle a de bonnes raisons pour maintenir ce silence. Une réduction des dépenses de protection sociale obligerait à des révisions déchirantes : de nombreux bénéficiaires de la solidarité s'insurgeraient contre l'hyper-réglementation du marché du travail qui conduit au chômage de masse, et des comptes seraient demandés aux fonctionnaires sur le gaspillage permanent de l'argent public.

Les privilèges de la caste ne peuvent durer que si le sentiment d'abus est largement partagé dans le pays. Demandez aux Français ordinaires de redevenir vertueux, et ils demanderont aux fonctionnaires de faire comme eux !

Combien de temps la gabegie peut-elle durer ?

Avec le « plan national de résilience » présenté devant les instances européennes pour justifier les 40 Mds€ de subventions que la France demande, chacun sent bien que nous touchons à la fin d'un système.

La France n'a plus les moyens d'entretenir « sur le dos de la bête » une telle masse de bouches inutiles à nourrir. Et comme la caste entend bien ne renoncer à rien, elle taillera dans les dépenses qui garantissent la paix sociale pour sauver ses intérêts.

L'Etat aura-t-il les moyens de maintenir l'ordre dans cette configuration où les fonctionnaires conserveront la sécurité de l'emploi et le droit d'augmenter chaque année leurs dépenses, pendant que le reste du pays se serre la ceinture ?

La dérive de certains quartiers, le sort qui y est réservé aux policiers, montre bien les limites d'un système sont d'ores et déjà atteintes, alors que la crise ne fait que commencer.

On connaît la suite : il faut se préparer à un épisode douloureux, violent, difficile à contenir, dont les premiers signaux sont présents dans l'opinion publique. Le pire n'est jamais sûr, mais il peut tout à fait survenir.

Il y a QE et QE

rédigé par [Bruno Bertez](#) 7 mai 2021

Assouplissement quantitatif et inflation devraient aller de pair, mais ce n'est pas le cas : le langage des autorités et la psychologie des investisseurs jouent un grand rôle dans ce mécanisme.



Les [anticipations d'inflation](#) sont à 2,6%, au plus haut depuis 2008. J'aurais tendance à dire : oui, et après ?

Personne ne peut prédire l'inflation ; l'inflation, c'est le génie qui sort de la bouteille et qui ensuite vit de sa propre vie. L'expérience montre qu'il est difficile ensuite de l'y faire rentrer.

Les éléments objectifs ou soi-disant objectifs sont de la poudre aux yeux – car les mêmes éléments peuvent, selon les circonstances, produire ou ne pas produire l'inflation.

La [courbe de Phillips](#) ne nous apprend rien car c'est une évidence : quand le travail est demandé, son prix monte !

La question est de savoir comment mesurer l'offre de travail à une époque où une grande partie de la population se considère comme en dehors de la force de travail et survit par les aides et la redistribution.

La monnaie ne crée pas l'inflation

Il faut savoir que **l'inflation n'est pas une donnée, c'est un processus social** qui se met en branle, ce sont des données qui s'alignent, des alignements de causes plus ou moins imprévisibles survenant sur des conditions fondamentales plus ou moins favorables.

Ce qui est vrai, c'est que la monnaie joue un rôle : elle solvabilise, elle permet ou ne permet pas l'inflation.

Cependant, [la monnaie elle-même ne crée pas l'inflation](#) pour une raison simple : la monnaie peut être vivante ou morte, zombie, neutralisée comme on le sait maintenant. En dernier ressort, l'inflation traduit un arbitrage des agents économiques entre la détention d'avoirs monétaires et l'achat de biens et services.

Bien sûr que l'inflation est déterminée, mais c'est un peu **comme la météo** : tout en étant déterminé, c'est tellement complexe qu'au bout du compte c'est comme si ce n'était pas déterminé.

On comprend mieux l'inflation des prix des biens et des services quand on la compare à sa caricature, l'inflation des prix des actifs financiers. Là, on voit clairement le côté magique, le côté prophétie qui se réalise d'être crue.

Écoutons l'économiste John Hussman

« Il n'y a pas de mécanisme fiable, logique reliant le bilan de la Fed à la hausse du marché boursier, mais les investisseurs s'en moquent. Il est devenu clair qu'il existe en fait deux formes d'"assouplissement quantitatif", et le deuxième type d'assouplissement quantitatif que je nommerai assouplissement quantitatif en italique est le plus puissant.

C'est ce que mon professeur bouddhiste Thich Nhat Hanh pourrait décrire comme une "formation mentale". En utilisant les italiques de mon ami Ben Hunt chez Epsilon Theory, c'est ce que nous pourrions appeler l'assouplissement quantitatif !

L'assouplissement quantitatif ! est le produit d'une perception mentale pure, distincte de la nécessité de tout lien précis avec la réalité. Il n'est pas limité par des preuves historiques ou par une "limite" bien définie. Le processus existe parfaitement et exclusivement dans l'esprit des investisseurs, il est renforcé par une répétition constante, et il n'a en fait qu'un seul message : "La Fed tire le marché vers le haut. Ignorez tout le reste. "

Assouplissement quantitatif ! est synonyme de la Fed !

Ces phrases sont des arguments complets et pleinement articulés. Ils n'ont pas besoin d'être justifiés par des données. Ils n'ont pas besoin d'un "mécanisme". Ils n'ont pas besoin d'histoire.

Les simples mots suffisent. Leur pouvoir de soutenir les marchés est si évident pour les investisseurs que le simple fait de s'y référer suffit. Ils reposent entièrement sur la seule psychologie des investisseurs. C'est cette forme de QE qui a contribué à amener le S&P 500 à des évaluations qui dépassent les extrêmes de 1929 et 2000.

Quelqu'un pense-t-il que les investisseurs se soucient du fait que le montant total des obligations d'entreprises achetées par la Fed pendant la pandémie ne s'est élevé qu'à 14 Mds\$, dans une économie de 22 000 Mds\$, avec 11 000 Mds\$ de dettes d'entreprises non financières et 60 000 Mds\$ de titres de participation ?

Non, personne.

...

*Pourquoi ? Parce que ce n'est pas le mécanisme d'**assouplissement quantitatif** qui intéresse les investisseurs. Ce qui leur importe, c'est l'assouplissement quantitatif !*

Et parce que l'assouplissement quantitatif est purement une formation mentale, la seule chose qui peut altérer son efficacité est la psychologie de l'investisseur elle-même. »

70 ans de maturité !

Je vous ai fourni ce développement de John Hussman et Ben Hunt parce que je veux vous faire toucher du doigt la similitude entre la hausse des prix des biens et services et la hausse des prix des actifs.

Ma théorie est que les deux sont isomorphes, simplement avec un énorme décalage dans le temps et des maturités très différentes.

Aux niveaux de cours actuels, la maturité du marché des actions est 70 ans ! Cela signifie que l'on a 70 ans pour effectuer ce que l'on appelle la réconciliation, 70 ans pour que le niveau de prix des biens et services rattrape celui des actifs ou... que celui des actifs s'effondre.

Les hausses des prix des actifs sont, je dis bien **sont** de la hausse future des prix des biens et services. Ou alors ces hausses de prix des actifs se transformeront en effondrement du prix des actifs.

A suivre...

▲ RETOUR ▲

.Le scandale Yellen

rédigé par [Bruno Bertez](#) 6 mai 2021

Une petite leçon d'étymologie... et en quoi elle s'applique à la secrétaire au Trésor US, à ses déclarations et à ce qu'elles signifient pour l'avenir des marchés boursiers.



Scandale vient du grec *skandalon* : « pierre, piège, chausse-trappe dans laquelle on trébuche ».

Le mot « scandale » est d'un emploi courant, sans qu'on sache très bien ce qu'il veut dire réellement, sinon qu'il a une grande force de frappe, qu'il éclate en quelque sorte comme une bombe dans un univers clos, qu'il révèle ce qui aurait dû rester caché, ou tout au moins non exprimé.

Le mot, d'origine grecque, est passé dans les langues modernes à travers le latin de la Vulgate, la traduction latine de la Bible par saint Jérôme. Si nous ouvrons le Bailly, nous trouvons les seules équivalences suivantes pour *skandalon* : « piège placé sur le chemin, obstacle pour faire tomber ».

Naturellement, le mot *skandalon* a rarement dans la Bible le sens propre d'« obstacle, de pierre d'achoppement, d'occasion de chute ».

Le sens du mot est donc loin d'être évident : certains traducteurs préfèrent insister sur l'aspect psychologique de surprise, d'autres plutôt sur la difficulté à admettre ce nouveau message, si différent de l'enseignement traditionnel qu'il peut sembler blasphématoire ou absurde.

En somme, les traducteurs hésitent entre deux solutions : soit traduire le mot grec en le décalquant, soit en l'interprétant de façon plus ou moins concrète.

Certains préfèrent considérer le mot grec *skandalon* et ses dérivés comme ayant toujours une acception morale ou théologique, même si l'on conserve les images de « pierre d'achoppement », d'« occasion de trébucher, de buter, de broncher », etc.

La plupart du temps il s'agit, dans l'Ancien Testament, du chemin vers le bien ou le mal, et surtout de l'observation de la Loi : « Celui qui scrute la Loi en est rassasié, mais pour l'hypocrite elle est un scandale » (Siracide 32, 15, trad. *Bible de Jérusalem*). Osty préfère : « Qui cherche la Loi en est rassasié, mais qui triche y trouve sa chute. »

Dans le cas de Janet Yellen...

Janet Yellen, la secrétaire au Trésor US, nous a dit hier que si l'économie se met en surchauffe, alors il faudra monter les taux.

Yellen nous dit aujourd'hui qu'elle n'envisage pas de hausse des taux d'intérêt. Le *Wall Street Journal* rapporte sa déclaration :

« 'It's not something I'm predicting or recommending' : *ce n'est pas quelque chose que je prédis ou que je recommande.* »

Honnêtement, c'est une évidence : à partir du moment où on qualifie la situation de surchauffe, cela veut dire que la chauffe est excessive ; et si on juge la chauffe excessive, cela va appeler des réactions.

Le contenu informationnel du message de Yellen était nul, zéro.

C'est sans compter avec la polysémie, toutefois, qui fait que les mots suscitent des associations d'idées et de sens dépassant la littéralité. Avec les associations d'idées, on passe de l'horizontalité à la verticalité et on déclenche des interprétations et des réflexes façon Pavlov.

Ainsi parler de surchauffe = évoquer la hausse des taux = prédire la hausse des taux = faire chuter la Bourse.

Les raisons de s'exprimer

Si elle a dit ce qu'elle a dit, c'est parce qu'elle a éprouvé le besoin de le dire. On ne dit pas que la Terre est ronde sans raison, même si c'est une évidence. Il y a un désir derrière cela. Même si c'est une vérité, on ne la dit pas sans raison. Il y a toujours une raison pour laquelle on parle !

Si Yellen l'a fait c'est évident c'est parce qu'elle voulait modérer l'euphorie et rassurer... parce que ces jours derniers, la question de la surchauffe s'est posée. Parce que des grands comme **Larry Summers** ne cessent de répéter que l'on va vers la surchauffe.

Mais Yellen a manqué de discernement : elle ne maîtrise pas les règles de « la com' », elle n'a pas imaginé que le seul fait d'évoquer cette possibilité de surchauffe et d'y associer la hausse des taux allait provoquer des dégagements précipités sur la Bourse. Si elle me l'avait demandé, je lui aurais expliqué !

Yellen n'a pas assimilé le fait que les marchés sont en train de tester la détermination de la Fed et de Jerome Powell, qui proclament : nous avons de l'estomac, même si l'inflation accélère, [nous ne monterons pas les taux.](#)

Nous sommes en phase de test et chaque indice compte.

En fait les marchés sont meilleurs joueurs de poker que Yellen, ils l'ont forcée à dévoiler son jeu : on montera les taux et Powell ment. Les marchés en ont appelé du bluff de Powell.

Il y a un autre enseignement : Yellen va déborder de son rôle au Trésor US et elle va aller sur les plates-bandes de Powell, elle n'a pas pu résister. C'est important, car maintenant on va chercher les failles entre les deux.

Toujours est-il qu'elle fait déjà machine arrière et se reprend, ce qui n'augmente pas sa crédibilité.

Des failles à explorer

Ces gens sont des pantins sans consistance. Elle se croit obligée de dire qu'elle ne prévoit pas des taux d'intérêts plus élevés !

Bien sûr, puisque toute la stratégie consiste à [faire de l'inflation](#), à dire que c'est temporaire/ transitoire et que, par conséquent, cela ne justifie pas un resserrement monétaire.

Notre époque se caractérise par le recours au **mensonge**, à la **manipulation** et l'**instrumentalisation**.

La parole, le discours ne sont plus pour énoncer du vrai, pour symboliser et refléter le réel, ils sont faits pour influencer. Ce n'est qu'au travers des erreurs, des failles, des lapsus des élites que la vérité sort, et elle le fait malgré elles. Ce sont leurs failles qu'il faut explorer.

▲ RETOUR ▲

.Un homme innocent a été assassiné

Brian Maher 29 avril 2021



Aujourd'hui, le crêpe noir est suspendu à notre fenêtre. Notre cœur est lourd, nos yeux larmoyants, nos jambes flageolantes...

Car nous sommes plongés dans un chagrin sans fond. Le Time imprime la notice nécrologique :

"Le marché libre est mort."

Hélas, c'est vrai - nos agents le confirment. Le marché libre est bel et bien mort, froid et raide sous six pieds de terre.

La nuit dernière, le président a dansé une joyeuse gigue sur la tombe.

Il va s'immiscer dans tous les coins et recoins de la vie américaine.

Il a renversé Ronald Reagan : "Le gouvernement est la solution, pas le problème".

Le temps est avec lui.

Cette fois-ci, c'est vraiment différent

Extrait de la nécrologie :

L'idéologie [du marché libre] a commencé à se fissurer après la Grande Récession et, dans le sillage de la pandémie de coronavirus, elle s'est effondrée...

Ce ne sont pas seulement les marginaux qui remettent en question l'orthodoxie du marché libre en période de maladie. Des super-majorités trans-partisanes d'Américains souhaitent le démantèlement de certaines des plus grandes entreprises américaines, un salaire minimum nettement plus élevé, un impôt sur la fortune pour les milliardaires, et estiment que des investissements publics nettement plus importants sont nécessaires pour créer de la croissance économique.

Cette fois, c'est vraiment différent :

Nous avons eu des réglementations, des investissements publics et une gestion macroéconomique à des degrés divers tout au long de l'histoire américaine. Ce qui rend ce moment différent, c'est que les Américains de tous les partis, de toutes les classes sociales et de tous les niveaux d'éducation utilisent un nouveau cadre pour réfléchir à la manière de créer la prospérité.

Quel est précisément ce nouveau cadre ?

Des marchés gérés

Le paradigme du marché libre a disparu, un nouveau paradigme de "marché géré" a fait son apparition. Et il a l'intention de rester :

Le nouveau paradigme des marchés gérés est plus important que Bidenomics ou tout autre programme économique particulier - c'est une histoire sur la façon dont l'économie fonctionne.

L'économie ne fonctionne, concluent les nécrologues, qu'avec le pouce du gouvernement sur la balance :

[L'orthodoxie du marché libre a tenté] de démolir le paradigme intellectuel qui a précédé l'orthodoxie du marché libre, le consensus keynésien. Avant les années 1970, la plupart des économistes et des juristes pensaient que nous avions besoin d'une action gouvernementale vigoureuse - dépenses budgétaires contracycliques, gestion de la monnaie, protectionnisme tactique - pour créer une prospérité à long terme. Les apôtres du marché libre voulaient effacer le rôle de l'État... l'économie a connu une croissance moyenne de 3,9 % entre 1950 et 1980, l'époque précédant l'adoption de l'orthodoxie du marché libre, et seulement de 2,6 % en moyenne au cours des 40 années suivantes.

Pourtant, une question se pose :

L'économie des États-Unis a-t-elle connu une croissance de 3,9 % en moyenne entre 1950 et 1980 grâce à l'action du gouvernement... ou parce que de larges pans du monde industrialisé étaient ensevelis sous les décombres de la Seconde Guerre mondiale ?

Des faits qui dérangent

Nous pourrions rappeler au Temps que la Seconde Guerre mondiale n'a pas endommagé la puissante machine industrielle des États-Unis.

L'Amérique a donc volé une belle marche sur la concurrence étrangère.

Nous risquons que la 8th Air Force explique l'avance américaine après la Seconde Guerre mondiale bien mieux que M. Keynes et ses disciples.

La suprématie économique américaine a progressivement cédé à mesure que l'Europe et le Japon reconstruisaient leurs usines.

Nous pourrions également rappeler au Temps que :

De 1944 à 1948, les dépenses du gouvernement américain ont plongé de 72 milliards de dollars, soit un recul de 75%.

44% du PNB en 1944... les dépenses fédérales ont chuté à 8,9% du PNB en 1948.

Les keynésiens en exercice à l'époque se lamentaient que cette chute vertigineuse allait replonger les États-Unis dans la dépression - mais plus profondément.

Pourtant, de l'aveu même du Time... l'économie américaine allait bientôt repartir à plein régime. Comment ?

L'histoire en marche

De plus, le Time affirme que "*Avant les années 1970, la plupart des économistes et des avocats croyaient que nous avions besoin d'une action gouvernementale robuste.*"

Mais combien de temps avant les années 1970 ? 100 ans ? Deux cents ans ?

Le laissez-faire n'était-il pas le roi de ces temps anciens - des temps, soit dit en passant, de progrès matériels vertigineux ?

Une notice nécrologique factuelle pourrait se lire comme suit :

"Des années 1930 aux années 1970, la plupart des économistes et des juristes pensaient que nous avions besoin d'une action gouvernementale vigoureuse."

Nous avons une autre question, une question connexe :

Si le "consensus keynésien" qui régnait avant les années 1970 a créé une "prospérité à long terme"... comment expliquer les misères économiques et la stagflation des années 1970 ?

Les "apôtres du marché libre" n'ont prêché leurs hérésies qu'en réponse aux défaillances abyssales du catéchisme keynésien.

Le test d'une bonne religion, affirmait G. K. Chesterton, "est de savoir si l'on peut en plaisanter".

La religion du keynésianisme ne supporte pas la plaisanterie.

Le marché libre est peut-être mort en 2021, mais le Time a bâclé l'autopsie.

Le marché libre a été assassiné

Le marché libre n'a pas succombé à des causes naturelles, comme il le prétend.

Il a été assassiné dans un sang froid... tué par ceux qui prétendaient le sauver.

Mais le "*capitalisme de marché libre*" se présente depuis longtemps sous une fausse bannière.

Les dépenses gouvernementales - fédérales, étatiques et locales - représentent quelque 40% du produit intérieur brut.

Et comme nous l'avons expliqué hier, la réglementation gouvernementale étouffe le commerce sans pitié.

Les États-Unis ont, selon toute vraisemblance, une "économie mixte".

Elle n'a pas d'économie de marché. Et ce, depuis très, très longtemps.

Pourtant, le Time voudrait vous faire croire le contraire :

Reagan et George H.W. Bush ont utilisé la... rhétorique du marché libre pour démolir les programmes qui encadraient les sociétés privées et soutenaient la classe moyenne et les pauvres. Leurs successeurs, démocrates et républicains confondus, ont continué à réduire les dépenses, à poursuivre la déréglementation et à privatiser des pans entiers du gouvernement.

Les "coupes" dans les dépenses publiques

D'après nos calculs, le gouvernement s'est considérablement gonflé sous les deux présidents mentionnés ici.

Quels programmes de soutien aux pauvres et à la classe moyenne ont-ils "démoli" ? Il s'agit en effet d'une démolition étrange, car nous ne pouvons pas détecter la démolition.

Ce que beaucoup appellent des "coupes" ne sont que des réductions du taux de croissance. Imaginez la scène :

Vous souhaitez dépenser 50 000 dollars pour une nouvelle voiture. Mais vous ne dépensez que 30 000 dollars.

Selon cette comptabilité bizarre, vous avez "réduit" vos dépenses de 20 000 dollars. Mais bien sûr, vous n'avez pas réduit vos dépenses de 20 000 \$.

Vous avez en fait augmenté les dépenses de 30 000 \$ - un bon point à mettre quelque part.

Et quels "pans du gouvernement" sont passés au privé ?

Plus de gouvernement, plus de coûts

Vous avez peut-être remarqué que les coûts du logement, des soins médicaux et de l'éducation ont atteint des sommets presque obscènes.

Avez-vous également remarqué que ce sont les "marchés" que le gouvernement dirige le plus ?

Avez-vous également remarqué que les ordinateurs, les téléviseurs et d'autres articles de consommation ont chuté - des marchés que le gouvernement contrôle le moins ?

Selon le Time, le marché libre est tombé gravement malade lors de la grande crise financière de 2008 :

La crise a été en grande partie le résultat de réformes que l'orthodoxie du marché libre avait favorisées. Dix ans plus tôt, l'administration Clinton avait abrogé les lois historiques de réglementation des banques, comme la loi Glass-Steagall, permettant aux banquiers d'utiliser plus facilement les dépôts des Américains pour prendre des décisions d'investissement risquées. Ils ont choisi d'investir une partie de ce risque dans le marché des prêts à risque, qui a incité les emprunteurs - en grande partie des personnes de couleur - à acheter ou à refinancer leurs prêts, souvent à des taux plus élevés que ceux auxquels ils pouvaient prétendre.

Pourquoi les banques prêteraient-elles à ceux qui risquent de ne pas honorer leurs engagements ?

M. Bob Hope a un jour défini une banque de cette façon : "Un endroit qui vous prête de l'argent si vous pouvez prouver que vous n'en avez pas besoin."

Avez-vous déjà rencontré un banquier qui vous prêterait de l'argent... s'il ne croyait pas que vous le rendriez utile... avec des intérêts ?

Votre rédacteur en chef ne l'a pas fait.

Les banques accorderaient-elles des prêts risqués à ceux qui ont un mauvais crédit... si elles n'étaient pas motivées... si Fannie Mae et Freddie Mac n'étaient pas derrière les prêts ?

Blâmez les règlements, blâmez les banques, blâmez le gouvernement. Mais surtout la Réserve Fédérale...

La guerre de la Fed contre le marché libre

La Réserve fédérale - pour être franc - n'est pas une institution du "marché libre".

C'est plutôt le marché libre tourné à 180 degrés dans l'autre sens.

La bulle immobilière se gonflerait-elle sans la pression maniaque à la baisse exercée par la Réserve fédérale sur les taux d'intérêt ?

C'est extrêmement improbable. Et la Réserve fédérale a noirci la réputation du capitalisme.

La guerre de la Réserve fédérale contre les taux d'intérêt a calmé les puissants coups de vent de destruction créatrice du capitalisme.

Ce sont ces bourrasques qui font avancer le progrès matériel, qui font avancer la société.

Elles soufflent sur les ineptes et les inefficaces... et balaient le nouveau et l'amélioré.

Des souricières améliorées, des gadgets supérieurs, une vie meilleure - tous ces éléments sont emportés par les coups de vent destructeurs et créatifs du capitalisme.

L'héritage de la Fed

Mais la Réserve fédérale les a étouffés. En d'autres termes, la Réserve fédérale a fait la guerre au marché libre.

Elle s'est contentée de gonfler bulle après bulle. Elle a fait exploser la bourse pendant que l'économie réelle

prenait la poussière dans la figure.

Les inégalités qui en résultent sont confondues avec le "capitalisme de marché libre". C'est le contraire du capitalisme de marché libre.

Les sociétés favorites de Wall Street - en fait - font un lobbying acharné contre le capitalisme de libre marché. Elles craignent la concurrence d'en bas... et s'assurent l'aide du gouvernement pour rester au sommet.

Le marché libre prend néanmoins le blâme.

Le blâme là où il doit être

Le mécanicien met une clé dans la transmission. La voiture s'arrête alors de façon brutale.

Les observateurs en concluent que le véhicule est défectueux. Mais ils se trompent de coupable. Le véhicule n'était pas défectueux.

C'est le mécanicien et son travail bâclé qui étaient défectueux.

Il en va de même pour la Réserve fédérale. Le maladroit a mis la clé dans la transmission.

Mais c'est le marché libre qui est responsable de la déconfiture qui s'ensuit.

Il est grand temps de désigner le responsable. Ce n'est pas le marché libre.

Et donc aujourd'hui nous sommes en deuil. Un homme innocent a été assassiné...

Et son tueur court toujours.

▲ RETOUR ▲

.La force la plus puissante sur terre : la pensée dissidence

George Gilder 30 avril 2021



"Si un écrivain est si prudent qu'il n'écrit jamais rien qui ne puisse être critiqué, il n'écrit jamais rien qui puisse être lu. Si vous voulez aider les autres, vous devez vous résoudre à écrire des choses que certains hommes condamneront." -**Thomas Merton**

La voix dissidente est peut-être la force la plus puissante <et utile> à la surface de la Terre.

Exprimée sous la forme d'une opinion éclairée, elle s'oppose souvent à une vision du monde dominante, à une politique gouvernementale officielle ou même au consensus général, dont certains aspects peuvent être appliqués par les autorités ou les gardiens dans leurs contextes et domaines respectifs.

La dissidence est doublement puissante lorsqu'elle implique l'application raisonnée de **la pensée critique** pour remettre en question ou contester une opinion dominante ou majoritaire. En tant que telle, la dissidence, par définition, exprime une opinion minoritaire.

Pourtant, l'histoire nous enseigne que c'est la minorité qui a toujours été la force motrice pour façonner le monde ; elle ne sera pas moins efficace pour forger l'avenir de l'épanouissement humain et de la liberté que nous cherchons à manifester par les actions que nous entreprenons aujourd'hui.

Et même si les dissidents motivés sont peu nombreux, **Margaret Mead** nous rappelle : "Ne doutez jamais qu'un petit groupe de citoyens réfléchis et engagés puisse changer le monde ; en fait, c'est la seule chose qui l'ait jamais fait !".

Non seulement **la dissidence est vitale pour le dur labeur de rendre le monde meilleur**, mais elle est aussi absolument essentielle à notre humanité et à la réalisation de notre véritable et plein potentiel.

La pensée critique qui permet la dissidence n'est pas simplement une bonne pensée, c'est le type de pensée qui est capable de produire la vraie connaissance, la compréhension, la perspicacité et la sagesse. Et dans les rares occasions où elle est appliquée au gouvernement, la dissidence contribue à de meilleures décisions politiques et à de meilleurs résultats.

Le fait que nous vivions sous le joug de tant de politiques terriblement mauvaises suggère que quelque chose d'autre que la pensée critique est à l'œuvre - et apparemment à grande échelle. En effet, nous souffrons de beaucoup trop de consensus et de beaucoup trop peu de dissidence, dont nous voyons les conséquences dans la désastreuse mentalité de troupeau qui règne.

Scott Amyx, qui écrit dans Forbes, explique : "*La dissidence libère et stimule notre pensée. Elle le fait, qu'elle soit juste ou fausse. Elle nous aide à devenir des penseurs indépendants, qui n'ont pas peur de remettre en question la mentalité du troupeau.*"

Les voix dissidentes, un bien vital

Les dissidents sont importants pour le bon fonctionnement d'une société, car ils agissent comme un "système d'alerte". Comme l'explique **Brian Martin** dans son essai "Varieties of Dissent"...

La douleur n'est pas agréable, mais elle est précieuse si elle empêche une action dommageable ou attire l'attention sur un problème grave. Si la douleur persiste, elle peut être le signe d'une maladie. Le corps est conçu de manière à pouvoir agir malgré la douleur ; il est généralement peu judicieux d'ignorer complètement la douleur. Toute personne dont les récepteurs de la douleur sont éteints court un risque grave, car une blessure peut survenir et s'aggraver sans qu'elle en ait conscience. Sauf dans de rares circonstances, il n'est pas judicieux de se couper la main si elle provoque une douleur intense.

En effet, les dissidents peuvent parfois être une véritable plaie pour le corps politique. En particulier en période de turbulence sociale. Dans de telles périodes, les efforts visant à supprimer la dissidence ne font qu'amplifier le potentiel de dysfonctionnement grave de la société.

La répression revient en fait à se couper la main, car la dissidence est vitale pour faire face aux perturbations sociétales et aux incertitudes qui les accompagnent. Elle est essentielle pour trouver le vrai signal dans le bruit

d'un monde de plus en plus bruyant.

Qui plus est, **la dissidence, lorsqu'elle est ancrée dans la pensée critique, est souvent formulée de manière plus rigoureuse que l'orthodoxie** - en particulier lorsque cette orthodoxie est fondée sur des prémisses non examinées. Et il est stupéfiant de constater à quel point les normes acceptées ne sont pas remises en question.

La dissidence consiste donc, en fin de compte, à penser par soi-même - et avec la conscience de soi qui accompagne ce que le philosophe Emmanuel Kant appelait la "vie examinée".

La dissidence, moteur de l'innovation

La dissidence est également essentielle au processus d'innovation, qui est déterminant pour la résolution de nos grands défis mondiaux. Mais elle semble être aussi rare dans l'industrie que dans les gouvernements ou les universités. Néanmoins, les recherches ne manquent pas qui concluent que lorsqu'un point de vue dissident est présenté dans un groupe, cela augmente le niveau de créativité dans ce groupe.

La dissidence encourage la "pensée divergente", qui peut être la clé des idées révolutionnaires.

Pour aller encore plus loin, **Peter Drucker a même conseillé de ne pas prendre de décision en l'absence de désaccord**. La voie de l'innovation fondée sur l'imagination passe, selon lui, par "... un désaccord argumenté et discipliné".

Pensez-y : le sens premier du mot innovation est l'acte de modifier les pratiques établies ! Et qu'est-ce que c'est sinon le désaccord !

C'est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles nous devons enseigner les compétences en matière de dissidence à nos élèves, en particulier si nous voulons qu'ils participent pleinement à leur avenir. En outre, ces compétences sont vitales pour le développement des valeurs humaines, des choix de vie et des objectifs de nos élèves, car ils héritent d'un monde très différent qui sera accompagné d'exigences psychologiques très différentes.

Par conséquent, nous devons leur ouvrir de vastes et nouveaux "espaces de pensée" afin qu'ils puissent éviter le soma enivrant mais mortel de la pensée consensuelle.

Un nouveau consensus sur la dissidence

Margaret Thatcher a magnifiquement exprimé le défaut fatal de la pensée consensuelle : "Pour moi, écrivait-elle, le consensus semble être le processus d'abandon de toutes les croyances, de tous les principes, de toutes les valeurs et de toutes les politiques à la recherche d'une chose à laquelle personne ne croit, mais à laquelle personne ne s'oppose."

En effet, le consensus est devenu très bon pour se faire passer pour une conviction !

Et en ce qui concerne sa place dans l'innovation, le consensus est en fait un tueur d'innovation. Scott Amyx ajoute...

Dans la recherche du consensus, nous faisons des concessions et des compromis. Le processus produit une pensée moins originale et des résultats moins créatifs. Nous ne parvenons pas à innover et nous nous demandons pourquoi. Que le dissident gagne ou non, ou même si les autres pensent que son opinion est erronée, les voix minoritaires stimulent différents types de réflexion. Le consensus majoritaire stimule un mode de pensée biaisé et convergent, tandis que les opinions minoritaires

remettent en question le consensus majoritaire et stimulent un mode de pensée non biaisé.

Il ne fait aucun doute que le plus grand obstacle à une bonne prise de décision en groupe est le manque de pensée divergente - qui ne peut être encouragée que par des voix dissidentes. En tant que telle, elle constitue le meilleur antidote à **la maladie connue sous le nom de pensée de groupe**.

La pensée de groupe - le moteur des résultats dysfonctionnels

Le **Dr Margaret Heffernan**, leader de la réflexion organisationnelle, explique : *"Les chercheurs ont découvert que le simple fait de savoir qu'il y a une voix discordante suffit à induire des processus cognitifs différents qui donnent lieu à de meilleurs jugements... ce qui démontre à la fois la puissance et la fragilité de la pensée de groupe."*

Et la pensée de groupe n'est rien d'autre que le contraire de la pensée critique - la suspension non critique, paresseuse, voire volontaire, du jugement. Bien au contraire, la pensée critique exige que nous regardions au-delà de l'apparence superficielle des choses. Penser, c'est être en désaccord.

C'est précisément pourquoi la première tâche des régimes totalitaires est de supprimer, voire d'écraser, les soi-disant intellectuels. Leur grand péché contre l'État est l'habitude incorrigible de penser par eux-mêmes.

Parce que ces pensées autonomes pourraient contaminer la populace, elles doivent être réduites au silence. En interdisant les livres, les vidéos, les comptes de médias sociaux et en dé-plaçant les voix dissidentes, les étatistes sont en mesure de contrôler la transmission de la pensée.

Une telle suppression est la négation même de l'humanité, sans parler de la possibilité de l'épanouissement humain.

À l'heure de la culture de l'annulation et de l'étouffement de toutes les opinions politiquement incorrectes, nous avons plus que jamais besoin de dissidence.

▲ RETOUR ▲

.L'Arizona ouvre une énorme boîte de pandore

James Howard Kunstler 1 mai 2021



Pendant que l'hologramme connu sous le nom de Joe Biden éblouissait une chambre de la Chambre des représentants à peine remplie mercredi soir avec un plan visant à transformer les États-Unis en Big Rock Candy Mountain, les événements s'emballaient si vite ailleurs que la tête de Rachel Maddow tournait comme la petite fille possédée par un démon dans L'Exorciste, crachant un flot d'hystérie à son public crédule.

Qu'est-ce qui lui fait tourner la tête ?

Des "*théoriciens de la conspiration*" vérifient les bulletins de vote de l'élection de 2020 en Arizona, ce qui suscite de "graves inquiétudes", s'est-elle extasiée.

Une armée d'avocats de Lawfare basés à Washington a tenté d'annuler l'audit en début de semaine, au motif que le vote avait déjà été certifié et que c'était tout.

Mais le juge Daniel Martin de la Cour supérieure du comté de Maricopa en a décidé autrement, estimant que c'était la prérogative du Sénat de l'État de l'autoriser, et l'audit se poursuit.

Les démocrates continuent d'essayer désespérément d'appuyer sur le bouton pause du processus. Le lieu, une ancienne arène civique, n'est loué que jusqu'au 14 mai, de sorte que perturber physiquement l'audit pourrait être leur seul espoir de l'arrêter.

Mais supposons pour l'instant que l'audit se poursuive. La vraie question est la suivante : que se passera-t-il si les auditeurs apportent des preuves claires et concluantes que le décompte des voix était largement incorrect en raison de la fraude ?

Ouverture d'une énorme boîte de Pandore

Le corps législatif de l'Arizona pourrait-il être amené à annuler la certification des résultats des élections ?

Le siège du Sénat américain que l'ancien astronaute Mark Kelly, un démocrate, a pris à la républicaine Martha McSally, donnant aux démocrates un avantage de 50 voix plus une (Kamala Harris), est un gros morceau. Un changement d'un siège au Sénat mettrait fin au programme du vieux Joe, juste là.

La Géorgie, la Pennsylvanie, le Wisconsin et le Michigan devront-ils également se soumettre à des audits ? Faudra-t-il des poursuites judiciaires pour que les tribunaux de ces États l'ordonnent ?

Plus important encore, cela ferait-il évoluer l'opinion publique vers plus de cynisme et de méfiance à l'égard de l'establishment - y compris les responsables locaux et les médias d'information ?

Les chiffres sont déjà assez sombres : 70 % des républicains et 30 % des démocrates disent douter de la véracité de l'élection de 2020. Si des preuves claires émergent qu'une fraude électorale massive et généralisée a décidé de l'élection, cela conduirait-il à une crise constitutionnelle ?

Comment Joe Biden survivrait-il à son mandat si un pourcentage croissant de l'opinion publique le considère comme illégitime ? Se retirerait-il pour que Kamala Harris prenne sa place ?

Oh attendez, si un président a été élu illégalement, alors son vice-président l'a été aussi. Alors quoi ? Le président de la Chambre est le prochain sur la liste. Ça veut dire Nancy Pelosi. Combien de personnes veulent que ça arrive ?

Devraient-ils réintégrer Donald Trump ? Si vous pensiez que les émeutes de l'été dernier étaient mauvaises, imaginez les émeutes d'alors.

Et que se passerait-il si l'establishment tentait d'étouffer l'affaire ? Peuvent-ils encore dire "rien à voir" si le public a vu tellement de choses qu'il ne peut plus les oublier ?

Les élections doivent être intègres

Maintenant, je ne sais pas comment l'audit de l'Arizona va se dérouler, dans un sens ou dans l'autre. Il en va de même pour tout audit potentiel dans d'autres États. J'espère seulement que le processus permettra de régler la question de la fraude généralisée une fois pour toutes. La nation pourra alors tourner la page.

Mais en tant qu'Américains, quel que soit notre parti, nous devrions tous espérer qu'aucune fraude grave ne sera découverte.

On peut aimer ou non le résultat d'une élection, mais le vote doit être intègre. Nous devons savoir que le système est honnête. Si notre homme a gagné, tant mieux. Si notre homme a perdu, tant pis. Nous les aurons la prochaine fois.

Si le peuple perd confiance dans les élections, comment la démocratie peut-elle survivre ? Nous allons au pays des républiques bananières.

L'intégrité des élections mise à part, beaucoup d'autres événements se déroulent en arrière-plan avec le potentiel de devenir critique.

Pas de manœuvre de Heimlich pour une nation étouffée par la dette

Les propositions de Joe Biden visant à faire grimper l'économie américaine de plus de 5 trillions de dollars ne seront pas très bonnes pour la crédibilité du dollar américain, d'autres pays étant déjà désireux de se dissocier des accords de paiement du commerce mondial basés sur le dollar.

Mais ce n'est qu'une question d'esotérisme financier comparé à ce qui se passe sur le terrain en Amérique, avec des ménages endettés, des arriérés de loyer et de prêt hypothécaire qui s'accumulent, et des propriétaires et des banques qui en font les frais.

Il n'y a pas de manœuvre de Heimlich pour une nation étouffée par la dette. Et ce projet de devenir la montagne de bonbons Big Rock, où l'on a pendu le crétin qui a inventé le travail, risque de décevoir même les faiseurs de chiffres du Bureau of Labor Statistics.

De même, pendant ce temps, les États-Unis continuent à remuer stupidement le couteau dans la plaie en Ukraine, à provoquer une guerre au sujet de la région séparatiste du Donbass afin de donner à l'OTAN une raison d'exister.

Les Russes ne veulent pas ou n'ont pas besoin d'assumer la responsabilité de ce qui est devenu un État en faillite. Mais l'Ukraine a été leur tampon contre les invasions européennes pendant des siècles et ils ne permettront pas qu'elle devienne une base d'opérations avancée pour l'OTAN.

Les États-Unis ont-ils réellement des intérêts là-bas, si ce n'est de justifier les revenus des entrepreneurs de la défense ? La famille Biden ne reçoit même plus de paiements de là-bas (pour autant que nous le sachions).

Attendez, il y a plus

Lorsqu'il s'agit de véritables frictions géopolitiques, regardez dans l'autre direction, vers la Chine.

Non seulement la faiblesse des États-Unis est évidente pour eux, mais ils en sont largement responsables. Le virus de Wuhan a poussé l'économie américaine désordonnée au bord du précipice, puis a contribué à installer leur homme préféré dans le bureau ovale.

Parmi d'autres stupidités, les États-Unis ont permis que la plupart de leurs capacités de fabrication de microprocesseurs avancés soient délocalisées à Taiwan. Nous ne pouvons rien faire fonctionner ici, des voitures et réfrigérateurs aux systèmes d'eau municipaux, et probablement même nos armes de guerre, sans un approvisionnement et un réapprovisionnement continus de ces puces.

Ensuite, il y a l'agitation et la provocation fantastiquement stupides sur le front intérieur des types antifa, qui sont trop stupides pour comprendre que si vous voulez un état policier, vous avez besoin de la police.

Ils veulent plutôt vivre dans le chaos et l'anarchie, la version satanique de la Big Rock Candy Mountain, où les pillards jouent dans les magasins toute la journée et où les prisons ont disparu.

Joe Biden s'est également fait le promoteur de ce genre de combines mercredi soir, en déclarant que la nation est systématiquement raciste et que la "suprématie blanche" est la plus grande menace intérieure du pays. Ah bon ? Donc, pas non plus notre propre ministère de la Justice, le FBI et le reste de la communauté des renseignements ?

Une autre boîte de Pandore

Le raid du FBI sur **Rudy Giuliani** a été un développement intéressant sur ce front. Le procureur général de Biden, Merrick Garland, n'a peut-être pas choisi la bonne personne pour s'amuser.

Si les clowns du DOJ <département de la justice> l'accusent de quelque chose, ils pourraient se retrouver dans un enfer spécial de découverte - c'est-à-dire la découverte de preuves concluantes que le DOJ est devenu une opération criminelle travaillant activement contre l'intérêt public.

J'ose dire que la vérité est que presque tout ce que le DOJ a fait au cours des cinq dernières années implique la dissimulation de ses propres manigances, et qu'un procès contre M. Giuliani pourrait être l'élément déclencheur de la reconnaissance publique de tout cela.

Ce serait un petit problème lorsque les gens perdent toute confiance dans le fait que leurs représentants publics ont été élus de manière juste et honnête.

L'essentiel est qu'il y a beaucoup de choses à faire avancer et à régler dans les mois à venir. Nous sommes tous sur un bateau, sans chef ni gouvernail, qui se dirige vers une tempête estival.

Espérons que nous arriverons à bon port.

▲ RETOUR ▲

.Le ciel est en train de nous tomber sur la tête

Jim Rickards 3 mai 2021

J-P : la section climat de l'article est faible.



À votre avis, quel est le défi géopolitique le plus sérieux pour l'Amérique - la Chine, la Russie, l'Iran, peut-être la Corée du Nord ?

Aucun de ces pays, apparemment. Selon la directrice du renseignement national du président Biden, Avril Haines, **le changement climatique** doit être "au centre" de la sécurité nationale et de la politique étrangère des pays.

La secrétaire au Trésor, Janet Yellen, fera de son mieux pour s'assurer que la croisade contre le changement climatique bénéficie d'un financement important.

Mme Yellen a appelé à une approche "globale" de la lutte contre le changement climatique, ce qui signifie essentiellement des subventions massives pour financer les énergies dites vertes et décourager la production de combustibles fossiles.

En d'autres termes, l'alarmisme climatique est la position officielle de l'administration Biden.

Où est la science ?

L'alarmisme n'a aucun fondement dans la science observable. Il n'est que le résultat des modèles climatiques, qui se sont toujours trompés sur le réchauffement parce qu'ils reflètent les préjugés de leurs programmeurs.

Les ordures entrent, les ordures sortent.

Ils sont un peu la version climatique des modèles économiques de la Fed. Ils se trompent toujours, et pas qu'un peu.

Si vous écoutez les alarmistes climatiques, ils vous diront que nous n'avons que quelques années pour sauver la planète. Si nous n'éliminons pas rapidement les émissions de CO₂, la planète se réchauffera, le niveau des mers augmentera, les tempêtes s'intensifieront, les villes seront inondées et des vies seront perdues par la famine, la maladie et la déshydratation.

Chacune de ces affirmations est empiriquement fausse, mais cela n'empêche pas l'élite mondiale du pouvoir d'essayer de fermer les industries pétrolières et gazières et de remplacer la production d'électricité par l'énergie solaire, éolienne et hydraulique ou par des sources dites renouvelables.

La guerre contre les plantes

Voici les faits : Les meilleures preuves sont que la planète ne se réchauffe pas, mais qu'elle pourrait se refroidir sous l'influence d'un minimum périodique de l'activité des éruptions solaires et d'une augmentation de l'activité volcanique (les deux pourraient en fait être liées), ce qui crée une couche de cendres atmosphériques qui réduit l'intensité du soleil.

Le niveau de la mer peut augmenter légèrement, mais le rythme est d'environ 7 pouces dans les 100 prochaines années. Il n'y a pas de quoi s'alarmer, puisque le niveau des mers a augmenté de 400 pieds depuis la fin de la dernière période glaciaire et que les humains se sont très bien adaptés.

Le CO₂ est un gaz à l'état de trace qui ne représente que 0,04 % de l'atmosphère (400 parties par million) et n'a pas d'impact majeur, pour autant que la science le sache, si ce n'est qu'il est essentiel à l'alimentation des plantes.

D'après des études récentes, un doublement du dioxyde de carbone n'entraînerait probablement qu'une augmentation de la température de 1,5 degré Celsius environ. C'est loin d'être une crise.

Il existe un certain danger que la vie végétale souffre d'une réduction trop importante des niveaux de CO2. Si les ouragans provoquent davantage de dégâts matériels, ce n'est pas parce que les tempêtes sont plus intenses - le pic d'intensité des cent dernières années a été atteint dans les années 1940 - mais parce que des imbéciles ayant souscrit une assurance contre les inondations subventionnée par le gouvernement fédéral construisent des maisons sur des bancs de sable où elles n'ont pas leur place et que ces maisons sont emportées par des tempêtes prévisibles.

Les ours polaires grossissent

Rappelez-vous quand les mêmes alarmistes climatiques ont dit en 1988 que le métro de New York serait inondé d'ici 2010 ? Cela ne s'est jamais produit. Les ours polaires se portent également très bien.

Des rapports récents montrent que la population d'ours polaires est florissante, et un rapport indique que l'obésité des ours polaires est un problème émergent parce que les ours ont beaucoup à manger.

Pourtant, les affirmations des alarmistes sont encore pires que de la science de pacotille. Qui plus est, la "solution" à ces non-problèmes ne fonctionne pas non plus. En termes simples, l'énergie solaire et l'énergie éolienne ne peuvent pas remplacer le pétrole et le gaz pour produire de l'électricité destinée à alimenter le réseau.

C'est parce que l'énergie solaire et l'énergie éolienne ne sont pas fiables. Lorsque le vent ne souffle pas et que le soleil ne brille pas (ce qui arrive souvent dans la plupart des endroits), il n'y a pas de production d'électricité du tout.

La seule façon de surmonter ce problème de fiabilité est d'utiliser des batteries extrêmement coûteuses. De plus, la production de batteries consomme d'énormes quantités d'électricité, de produits chimiques toxiques et de métaux, ce qui crée des problèmes d'élimination.

Les véhicules électriques ne sont pas si verts

L'énergie solaire et l'énergie éolienne peuvent être complétées par le pétrole et le gaz (et l'énergie nucléaire), mais elles ne peuvent pas les remplacer en raison du manque de fiabilité et du coût des batteries.

Et vous pensez que vous devenez vert en conduisant une voiture électrique ? Des recherches menées par l'Institut suédois de l'environnement révèlent que la production d'une batterie électrique génère jusqu'à 17,5 tonnes de dioxyde de carbone.

Si vous gardez la voiture pendant 10 ans ou plus, la batterie devra être remplacée, ce qui représente 17,5 tonnes supplémentaires de dioxyde de carbone.

Et les stations de recharge électrique dépendent largement des combustibles fossiles pour produire de l'électricité.

En comparaison, un moteur à combustion interne standard peut produire environ 45 tonnes de dioxyde de carbone après 160 000 miles, soit 16 ans d'utilisation en moyenne.

Mais l'administration Biden semble déterminée à promouvoir le Green New Deal de toute façon, malgré tous les coûts et le peu d'avantages.

Préparez-vous à une hausse des coûts de l'énergie, à des pannes de courant, à des décès et à des dégâts causés par les vagues de froid, ainsi qu'à de possibles files d'attente à la pompe à essence. **Le Green New Deal est un fiasco politique en gestation** qui nous ramènera aux années 1970.

Investissements ESG

Bien entendu, de nombreuses entreprises adhèrent pleinement à l'agenda environnemental, car elles bénéficient de subventions et d'allègements fiscaux si elles adoptent les bonnes politiques.

Avez-vous entendu parler de l'investissement ESG ?

Si ce n'est pas le cas, vous le saurez bientôt. ESG est l'acronyme de "Environmental, Social and Governance" (environnement, social et gouvernance). Il s'agit des trois facteurs que les gestionnaires d'entreprise et les conseillers en investissement sont invités à prendre en compte lorsqu'ils prennent des décisions en matière d'affaires et d'allocation d'actifs.

Avant l'avènement de l'ESG, les gestionnaires n'étaient responsables que des bénéfices de l'entreprise (qui pouvaient être basés sur un large éventail de facteurs, y compris de bonnes politiques du personnel et de bonnes relations avec la communauté), et les gestionnaires d'investissement n'étaient responsables que des rendements élevés et constants ajustés au risque.

L'amélioration de l'environnement et de la société et la garantie d'une bonne gouvernance en dehors de la salle du conseil d'administration étaient considérées comme la tâche du gouvernement, de la société civile ou des entités à but non lucratif. Les entreprises ne pensaient qu'à leurs résultats. Ce n'est plus le cas.

En raison de leur richesse, de leur envergure et de leur influence, les entreprises ont été prises en charge par l'élite du pouvoir et les idéologues pour défendre une multitude de programmes et de causes sociales, du logement public à l'éducation en passant par le changement climatique.

Elles passent du capitalisme actionnarial - qui place les actionnaires au premier plan - au capitalisme "stakeholder" - qui prend en compte la communauté au sens large.

C'est peut-être une bonne chose dans l'ensemble, ou peut-être pas. Quoi qu'il en soit, ce que l'on pense de cette évolution de la finalité d'une entreprise n'a pas d'importance ; elle se produit, et les investisseurs doivent en tenir compte car elle peut être extrêmement rentable.

Autant en profiter

Les actifs sous gestion dans les fonds ESG dépassent désormais 2 000 milliards de dollars, soit plus que les plus grands fonds souverains. Ces fonds et les grands gestionnaires d'actifs tels que BlackRock parcourent le paysage des entreprises à la recherche de sociétés qui répondent à leurs critères d'investissement ESG.

Étant donné la rareté des entreprises ESG intéressantes par rapport aux fonds qui recherchent des investissements ESG, les actions des bons candidats sont susceptibles de surperformer. Les fonds font également pression sur la direction des entreprises pour qu'elle adapte ses pratiques aux mesures ESG, sous peine de révolte des actionnaires.

Étant donné que les sociétés cibles ESG sont en grande majorité vertes (dans les domaines de l'énergie solaire et éolienne, du recyclage et de la construction efficace), les investisseurs peuvent trouver des opportunités encore meilleures dans les projets bleus impliquant le recyclage de l'eau, l'irrigation et l'agriculture verticale de pointe.

Encore une fois, que vous soyez d'accord ou non avec ce nouveau modèle n'a aucune importance. C'est ce qui se passe de toute façon.

Ces tendances n'en sont qu'à leurs débuts, il est donc encore temps pour les investisseurs de prendre le train en marche des projets verts et bleus et de faire fructifier leurs portefeuilles.

▲ RETOUR ▲

.Avons-nous franchi la ligne ?

Brian Maher 4 mai 2021



Un autre lecteur nous a passer un savon - K. Miller, un docteur en médecine.

Ce médecin érudit a supporté assez longtemps nos "*divagations et délires de droite*".

Il ne les supportera pas plus longtemps.

C'est parce que nous avons franchi toutes les frontières de l'opinion respectable.

Et nos atrocités pèsent bien plus lourd que les maigres avantages que nous lui avons apportés :

S'il vous plaît, annulez mon abonnement. J'ai écouté vos élucubrations et délires de droite parce que je pense qu'il est important d'être au courant des opinions alternatives RESPONSABLES. Vos différents bulletins d'information ont fourni certaines (et j'insiste sur la petite lettre "certaines") informations qui étaient utiles. Cependant, depuis l'élection, vous vous êtes révélé n'être rien de plus que le porte-parole de Trumps. Vous n'avez pas la prétention de fournir des informations financières objectives..... Vous avez complètement dépassé les bornes et êtes totalement irresponsable. Vous n'êtes pas différent de Fox News. Pouvez-vous vraiment avoir une pensée originale ? Je n'ai pas à payer pour Fox News et je ne paierai pas pour vos "nouvelles". Retournez sous un rocher et votez pour Trump.

Regardez sous le rocher

Pourtant, une question se pose immédiatement :

Comment pouvons-nous retourner sous le rocher... si nous ne sommes jamais sortis de dessous le rocher ?

L'endroit nous convient. Il nous offre la solitude et un espace tranquille pour réfléchir, comme un homme pourrait le trouver dans une bibliothèque... un désert... ou à un événement de la campagne de Joe Biden.

Et disons-le : Les informations qu'un homme trouve sous un rocher peuvent vraiment étonner et éclairer.

Sous la roche... dans l'obscurité des boues souterraines... il verra souvent la lumière.

Voici le principal problème avec les médias "respectables" :

Ils ne cherchent qu'en surface... dans l'obscurité du jour... aveugles de l'oeil droit... incapables de voir de l'oeil gauche.

Nous réorienterions leur recherche.

Impitoyablement Bipartisan

Voterions-nous pour Trump, comme le bon docteur nous l'a demandé ?

Nous n'avons pas tiré de levier pour ou contre M. Trump lors de l'élection présidentielle de 2016 - ou lors de l'élection présidentielle de 2020.

Il est donc peu probable que nous tirions un levier pour ou contre M. Trump lors de l'élection présidentielle de 2024.

Les lecteurs qui souffrent depuis longtemps reconnaîtront que nous sommes impitoyablement bipartisans. C'est-à-dire que nous sommes impitoyablement bipartisans.

Républicains et démocrates, démocrates et républicains... les deux envahissent notre paix, les deux envahissent notre dignité... les deux envahissent nos portefeuilles.

Vous devez choisir le moindre mal, disent beaucoup. Il y a certainement quelque chose là-dedans.

Mais le mal le plus bas n'est-il pas... toujours le mal ?

La démocratie en action

Nous avons voté une fois - en CM2 - et pour nous-mêmes.

Nous avons fait campagne pour devenir capitaine de la patrouille de sécurité de l'école. Des décennies plus tard, nous sommes enfin prêts à confesser nos crimes contre la démocratie...

Nous avons bourré l'urne. Avec succès.

Pourtant, nous nous sommes avérés inaptes à assumer les hautes responsabilités du poste que nous avons obtenu - quel capitaine de quelle patrouille de sécurité ordonne à ses protégés de se lancer dans la circulation ?

Ou qui sabote la balançoire pour regarder la pauvre Sally Rogers s'envoler dans les airs ?

Ou qui - non, non, certains secrets sont mieux gardés dans l'ombre.

Mais pour continuer...

Qui donne vraiment les ordres ?

Les élections sont l'un des divertissements les plus charmants et les plus amusants de la démocratie.

Le "peuple" donne les ordres en démocratie, disent les livres d'instruction civique.

Mais quelqu'un a-t-il demandé votre autorisation pour envahir l'Irak ?

Ou pour envoyer l'argent de vos impôts à Wall Street en 2008 ?

Ou pour cadenasser l'économie des États-Unis à cause d'un virus qui tue environ 1 % de ses hôtes ?

Ou pour ensevelir la nation sous 28 000 milliards de dollars de dettes ?

Notre autorisation n'a jamais été demandée.

M. Biden prétend que le gouvernement, c'est nous, le peuple.

Mais si nous sommes le gouvernement, mettons cette belle théorie à l'épreuve...

Approchez la porte de n'importe quelle installation militaire. Exigez un accès complet et immédiat, en affirmant vos droits de propriété.

La théorie de la propriété dépend de la réaction que vous recevrez.

Mais nous ne sommes pas ici pour critiquer - seulement pour rire.

Nous regardons les élections comme un homme regarde un spectacle de gong. Nous nous amusons comme des fous en regardant, plié en deux par le rire.

Hélas... il y a toujours un numéro que les juges n'arrivent pas à applaudir. Son prix est de quatre ans à Washington.

M. Trump était l'homme de spectacle le plus divertissant qui ait jamais marché sur scène. Pour cette raison, il nous manque beaucoup.

Fox News ?

Le bon docteur prétend encore que nous sommes l'égal de Fox News.

Mais à notre connaissance - nos sous-fifres ont fait des recherches approfondies - Fox News a refusé d'émettre la moindre allégation plausible de fraude électorale.

C'est Fox News, en fait, qui a été le premier à déclarer l'état de l'Arizona pour M. Biden... l'état même de l'Arizona qui mène actuellement un audit électoral.

Si Fox News était pour Trump... pourquoi cette hâte d'annoncer qu'il a perdu le grand État de l'Arizona ?

L'audit de l'Arizona était le sujet de la séance de samedi. **James Howard Kunstler** en était l'auteur.

Mais M. Kunstler n'a pas affirmé qu'il y avait eu une vaste fraude électorale, comme le soutient le docteur. Voici ce qu'il a dit :

Je ne sais pas comment l'audit de l'Arizona va se dérouler, dans un sens ou dans l'autre. Il en va de même pour tout audit potentiel dans d'autres États. J'espère seulement que le processus permettra de régler une fois pour toutes la question de la fraude généralisée. La nation pourra alors tourner la page.

Mais en tant qu'Américains, quel que soit notre parti, nous devrions tous espérer qu'aucune fraude

grave ne sera découverte.

On peut aimer ou non le résultat d'une élection, mais le vote doit être intègre. Nous devons savoir que le système est honnête. Si notre homme a gagné, tant mieux. Si notre homme a perdu, tant pis. Nous les aurons la prochaine fois.

Si le peuple perd confiance dans les élections, comment la démocratie peut-elle survivre ? Nous allons au pays des républiques bananières.

Est-ce un homme prêt à renverser la démocratie américaine ? Ou est-ce un homme prêt à défendre la démocratie américaine ?

Il exige simplement une réponse - une réponse franche - de peur que les cieux ne nous tombent sur la tête.

30 % des démocrates remettent en question l'élection

M. Kunstler n'est pas seul. Comme il l'a noté samedi :

"70% des républicains et 30% des démocrates disent douter de la véracité de l'élection de 2020."

70% des républicains, oui, bien sûr. Mais 30% des démocrates !

Le dernier comptage des nez enregistre 44 242 975 démocrates inscrits dans ces États-Unis.

Notre arithmétique révèle que 30% de 44.242.975 est égal à 13.272.892 - et demi.

Est-ce que 13.272.892 - et la moitié - des démocrates enregistrés sentent le rat ?

Si ces chiffres sont proches de la vérité... n'est-ce pas une crise de la démocratie américaine ?

Pour revisiter M. Kunstler :

"Si les gens perdent confiance dans les élections, comment la démocratie peut-elle survivre ? Nous allons au pays des républiques bananières."

Exactement. Mais cela représenterait-il une tragédie ? Peut-être pas. Nous lui rappellerions :

Les pères fondateurs de l'Amérique ont légué une république, pas une démocratie.

Ils craignaient la démocratie comme le diable craint l'eau bénite.

Dites ce que vous voulez d'une république bananière. Mais vous devez admettre ceci :

Au moins, c'est une république...

▲ RETOUR ▲

.Les dommages causés à l'économie américaine par les politiques de la Fed sont irréparables



YOUGHAL, IRLANDE - *Pauvres Bill et Melinda. Ils s'arrêtent là <divorce>. Tout est fini, sauf la longue route et les chansons tristes.*

Apparemment, les enfermements du COVID-19 sont responsables de beaucoup de ruptures de mariage. Après avoir passé tant de temps ensemble, Bill et Melinda ont peut-être décidé qu'ils ne pouvaient plus se supporter. Peut-être que Bill a laissé le bouchon du dentifrice ou la lunette des toilettes levée.

Difficile à dire. Des gens sympas. Ils parlaient la même langue. Tous deux engagés dans l'amélioration du monde. Dommage qu'ils n'aient pas pu s'entendre.

Préparés à l'échec

Mais le nôtre n'est pas de se demander pourquoi ça a mal tourné... Le nôtre est seulement de s'émerveiller de la facilité avec laquelle on y a mis fin.

Les choses n'ont pas marché. Ils se sont séparés. Et maintenant, Bill va charger quelques affaires dans sa voiture - une lampe... une photo préférée... sa raquette de tennis et sa mousse à raser - et se rendre dans un logement de location.

Un des rares avantages de vieillir est que nous sommes préparés à ce genre de choses. On a vu assez d'entreprises, d'investissements, de mariages, de carrières, de vies et d'espoirs qui n'ont pas abouti pour être prêts à l'échec. Nous l'attendons même.

Une nouvelle crypto ? Un autre NFT ?

Après toutes les centaines de programmes fédéraux pour rendre le monde meilleur... un autre pour le rendre encore meilleur ?

Parfois, même à un mariage, par exemple, nous pouvons à peine nous en empêcher. "*Ça ne marchera jamais*", s'écrie-t-on.

Cette attitude grincheuse ne fait pas de nous le boute-en-train de la fête. Mais elle nous permet de dire "Je vous l'avais bien dit" quand, en fait, les choses ne marchent pas.

FUBAR

Nous n'évoquons ce sujet que pour présenter notre destination pour la pérégrination d'aujourd'hui.

Nous sommes tombés sur le sujet, par hasard, lundi. Nous cherchions à savoir comment les erreurs sont corrigées. Nous avons remarqué que la vie privée efface régulièrement ses erreurs - rapidement, brutalement, sans équivoque.

Dans le secteur public, en revanche... les erreurs sont beaucoup plus difficiles à corriger.

Aujourd'hui, nous y retournons pour une étude plus approfondie.

Contexte : Le gouvernement fédéral fait des milliers de milliards de dollars d'"investissements". Certains vont forcément mal tourner. Comment pourront-ils jamais être corrigés ?

Vous ne serez pas surpris de notre conclusion : Désastreusement.

Divorce, défaut de paiement, indigence... crime et punition... humiliation... faillite... et la corniche.

Le monde privé a ses remèdes. Vous dépensez trop d'argent - vous êtes rapidement à court d'argent à dépenser. Vous voulez emprunter davantage... mais qui, à part le gouvernement fédéral, prêtera à un dépensier ?

Dans le cadre du *Paycheck Protection Plan* (PPP), la *Small Business Administration* aurait accordé des milliards de dollars de "prêts" sans même regarder une photo d'identité.

Des amis nous disent avoir été choqués par la facilité avec laquelle ils ont obtenu de l'argent. Les chiens de garde nous disent qu'une grande partie du butin est allée au crime organisé et désorganisé (pas nos amis, j'en suis sûr).

L'idée du PPP était de "protéger les emplois" au milieu d'un fléau. Mais le processus de prêt était un tel gâchis que l'on estime que chaque emploi "sauvé" a coûté 377 000 dollars.

En d'autres termes, le programme a été un désastre. Une erreur.

FUBAR, comme on disait dans la marine.

Modèle gagnant-perdant

Bien sûr, il ne s'agit que d'un seul programme. Il y a des dizaines... des centaines... des milliers d'agences et de programmes... qui font tous des "investissements" dans un monde meilleur.

Dans le monde réel de *Main Street*, comme on a coutume de dire, de vrais biens et services sont échangés. L'un donne. Un autre prend.

Et le monde devient plus riche, car chaque personne essaie de satisfaire l'autre avec de meilleurs biens et services, livrés avec des sourires toujours plus grands.

Les mauvais échanges sont rapidement stoppés. Vous n'aimez pas le pain que votre boulanger vous prépare, vous allez chez un autre boulanger.

L'hygiène est le secret caché du capitalisme. Les mauvais restaurants sont vidés. Les mauvaises idées sont purgées. Les erreurs sont corrigées.

Mais les gouvernements fonctionnent sur un modèle pré-civilisé, gagnant-perdant. On prend, mais on ne donne pas. Les fédéraux n'ont jamais à satisfaire un client ou à faire des bénéfices. Et leurs "investissements" sont presque tous perdants.

Drôle d'argent

À Baltimore, par exemple, on apprend que la ville va recevoir 670 millions de dollars du plan de sauvetage

américain. Il s'agit, nous dit-on, d'un investissement pour remettre la ville sur les rails après l'avoir sortie du marécage du COVID. WBFF a plus de détails :

Le projet de loi fixe certaines lignes directrices, mais le bureau du maire a beaucoup plus de marge de manœuvre cette fois-ci pour décider qui recevra cet argent.

Oh stop ! On parle de FUBAR ! On rit tellement qu'on a du mal à rester debout.

Imaginez le gouvernement municipal corrompu et incompétent de Baltimore décidant comment "investir" 670 millions de dollars d'argent "gratuit" de Washington. (Est-ce que quelqu'un peut appeler Mercedes-Benz et leur dire d'augmenter les stocks).

Les dépenses sont censées avoir un rapport avec l'aide au COVID-19. Mais qu'est-ce qui ne l'est pas de nos jours ?

Quel ami du maire n'a pas été touché par la maladie ? Lequel de ses proches n'a pas une idée sur la façon de rendre la ville meilleure... avec les dépenses appropriées, bien sûr ?

Quelle est la poche de la classe politique/élite de Baltimore qui est si peu profonde qu'elle ne peut pas accepter un autre million de dollars ou plus ?

Zéro retour

Vous savez, cher lecteur, comme tout le monde à Baltimore, que cet "investissement" est susceptible de produire un retour positif nul... et, en détournant les gens des affaires honnêtes (s'il en reste)... beaucoup de mal.

Mais qui ne le saura jamais ? Que ce soit les milliards envoyés à des villes comme Baltimore... les chèques de stimulation donnés aux entreprises et aux particuliers... les subventions... les cadeaux... **aucun retour sur investissement ne sera jamais calculé.**

L'argent disparaîtra au compte-gouttes... pour apparaître dans de nouvelles maisons... de nouvelles voitures... et des appartements de plage à Ocean City.

Personne n'admettra jamais l'échec. Il n'y aura jamais de comptes à rendre. Personne - dans la honte et le regret - n'ouvrira jamais une fenêtre de l'immeuble de la Bank of America et ne fera un saut <du 20^e étage>.

Non. Pas de récurage. Pas de savon. Il n'y aura pas d'hygiène. Pas de divorces. Pas de faillites. Et pas de corrections.

Des guerres sans fin

La guerre contre la pauvreté dure depuis les années 1960. Pas encore de victoire !

La guerre contre la drogue a commencé dans les années 1970. Pas encore de victoire non plus.

Et maintenant, nous déclarons une guerre de 9 000 milliards de dollars contre les virus... contre les changements de température... contre les récessions et les corrections boursières...

Et l'écume, la boue et la vase toxique sont de plus en plus profondes.

Et après ?

▲ RETOUR ▲

.Après une intervention massive du gouvernement, voici comment cela se termine

Bill Bonner | 6 mai 2021 | Le journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - Hier, nous avons vu que certains investissements tournent inévitablement mal.

Les gens font des erreurs. Le monde privé des accords gagnant-gagnant les corrige régulièrement. La mort, le divorce, le défaut de paiement, le dénuement sont autant de moyens de remettre les choses en ordre.

Mais le monde public... le monde soutenu par des tanks et une police armée... le monde des guerres et des sanctions... des réglementations et de l'impression monétaire... utilise sa puissance considérable pour résister à la correction.

Quelle que soit leur stupidité... quel que soit leur gaspillage ou leur nocivité pour le bien public - les programmes gouvernementaux sont rarement abandonnés.

La définition de l'éternité

Les chers lecteurs qui doutent de la véracité de ces propos sont invités à se rappeler la véritable nature du gouvernement. C'est une organisation qui n'a qu'un seul objectif réel - protéger et promouvoir les personnes qui la contrôlent.

Et comme nous l'avons vu, éclairé par le grand économiste italien **Vilfredo Pareto**, il est toujours contrôlé par un petit segment de la société - l'élite.

Nous avons également vu que les "investissements" réalisés au nom du public ne profitent le plus souvent qu'à l'élite. Et, protégées par leurs bénéficiaires, les erreurs persistent et s'accumulent.

Même l'agence gouvernementale la plus temporaire, la plus inutile et nuisible devient éternelle. Des crises - oubliées par le public pendant des décennies - troublent encore le sommeil d'agents bien payés du gouvernement fédéral.

Des programmes qui auraient dû être une source de honte et d'embarras se poursuivent indéfiniment, tandis que les personnes qui les ont mis en place - qui auraient dû faire faillite... être chassées de la ville sur un rail... ou au moins avoir la bonne grâce de démissionner de leur poste, ou comme le général allemand Erwin Rommel, d'accepter la pilule de cyanure - restent fièrement à leur poste année après année.

Les élections sont censées "jeter les bons à rien". Mais à part quelques têtes d'affiche, le spectacle ne change guère... avec les mêmes clowns, qui distribuent mal les mêmes ressources, encore et encore.

Comment cela se termine

Et pourtant, comme l'a fait remarquer l'économiste américain **Herbert Stein**, les choses qui ne peuvent pas durer éternellement doivent avoir une fin.

Mais comment ? Quand ? Telles sont nos questions pour aujourd'hui.

Et nous n'allons pas tourner autour du pot. La réponse est la suivante : Privée d'une hygiène régulière, la vie publique devient de plus en plus sale... jusqu'à ce que finalement, nous prenions tous un bain sur les mauvais investissements des fédéraux.

Nous faisons une pause pour faire le plein...

Les erreurs - même dans la vie publique - sont généralement limitées par l'argent. Les fédéraux peuvent vouloir dépenser 2 trillions de dollars sur les infrastructures... ou sur le contrôle du climat... mais ils n'en ont pas les moyens.

Cela les oblige à faire des compromis... des choix difficiles - couper ici pour dépenser là... augmenter les impôts... ou emprunter.

L'augmentation des impôts a tendance à contrarier ceux qui les paient, imposant une barrière que les politiciens hésitent à franchir.

Et même lorsque le Congrès adopte une augmentation d'impôts, cela ne signifie pas que les autorités fédérales collecteront effectivement plus de recettes fiscales. Les gens se défilent et s'esquivent. Même sans tricher, ils changent leur façon de faire des affaires et de dépenser leur argent.

En fin de compte, les recettes fiscales, en pourcentage du PIB, ont tendance à rester assez constantes, que les taux d'imposition augmentent ou diminuent.

Et l'emprunt pose ses propres problèmes. Tout d'abord, un dollar doit être gagné avant de pouvoir être épargné. Ensuite, il faut l'épargner avant de pouvoir l'emprunter.

Au cours de ce siècle, les déficits fédéraux ont largement dépassé la croissance du PIB et les taux d'épargne, ce qui explique pourquoi les autorités fédérales ont dû recourir à la presse à imprimer.

En outre, même lorsque des fonds sont disponibles auprès de prêteurs privés, les emprunts du gouvernement fédéral "évincent" les emprunteurs privés, ce qui fait grimper les taux d'intérêt, déprime l'économie et met les électeurs de mauvaise humeur.

C'est uniquement parce que notre système de fausse monnaie permet au gouvernement fédéral de dépenser autant, sans épuiser l'épargne ou augmenter les impôts, qu'il peut faire autant de mauvais "investissements".

(Remarque importante : lorsque les prix commenceront à augmenter, la Réserve fédérale sera mise sous pression pour réduire ses méthodes d'impression de monnaie. Très probablement, le mois prochain, lorsque des taux d'inflation plus élevés seront signalés, nous verrons quelques feux d'artifice à la Fed... et sur les marchés... Restez à l'écoute).

Un nettoyage extraordinaire

En plus des mauvais investissements dans les guerres existantes - contre les terroristes, la pauvreté, les récessions, les marchés baissiers et les drogues - l'administration Biden a proposé 4 000 milliards de dollars

supplémentaires pour lutter contre les changements de température et les virus... ainsi que pour améliorer prétendument les familles de la nation et ses infrastructures.

Certaines de ces propositions seront adoptées. L'argent sera mal dépensé. La dette augmentera. Et la saleté deviendra plus épaisse et plus grasse que jamais.

Sans possibilité de la nettoyer de façon routinière... un nettoyage extraordinaire sera nécessaire.

Guerres, révolutions, effondrement économique - les façons dont les élites sont finalement punies... et leurs embrouilles finalement corrigées... remplissent les livres d'histoire. Ils ont été explorés par des historiens et des catastrophistes tels qu'Edward Gibbon, Arnold Toynbee, Oswald Spengler, Joseph Tainter, Peter Turchin... et bien d'autres.

Chacun a sa propre théorie... sa propre "tournure"... sur la question. Certains mettent l'accent sur la concurrence étrangère. D'autres se concentrent sur la dégénérescence de l'élite elle-même. Certains rejettent la faute sur la mauvaise gestion économique ou l'épuisement des ressources. D'autres insistent sur le fait que le vrai problème est un échec moral.

Joseph Tainter a avancé l'idée que les sociétés gouvernées sont fondamentalement des organisations de résolution de problèmes. Chaque problème nécessite une solution. Chaque solution ajoute des coûts... et augmente la complexité de l'organisation.

Enfin, les complexités et les coûts supplémentaires deviennent insupportables ; la société s'effondre.

La vie parasitaire

Une autre façon de voir les choses est que **l'élite est fondamentalement parasitaire**, vivant du travail des autres.

Au fil du temps, de plus en plus de personnes souhaitent naturellement rejoindre l'élite. Ils apprennent à parler le langage des écoles de commerce et du New York Times. Ils envoient leurs enfants à l'université.

Et ensuite... les diplômés de l'université se sentent autorisés à mener un style de vie d'élite, et prennent place à Wall Street, dans le gouvernement, dans une université ou dans une organisation à but non lucratif.

Ainsi, de plus en plus de personnes deviennent des quasi-rentiers, contribuant peu à la richesse réelle de la société, tandis qu'il en reste relativement moins pour faire fonctionner la plomberie.

Ici, au Journal, nous ne prétendons pas être précis. Notre analyse est sommaire... comme une porte de grange peinte par un aveugle.

Au cours de notre propre vie, l'élite américaine a grandement dégénéré. Financée par de l'argent fictif presque illimité, elle est devenue arrogante, corrompue et incompétente.

Et maintenant... prise dans un piège "gonfle ou meurs"... ses "investissements" deviennent plus désespérés et moins productifs que jamais...

Et comme l'élite contrôle à la fois le savon et l'eau, la saleté s'accumule.

Et ensuite, nous nous faisons tous arroser.

▲ RETOUR ▲

